

T2137-430-6,00 F

ISSN 0026-9433

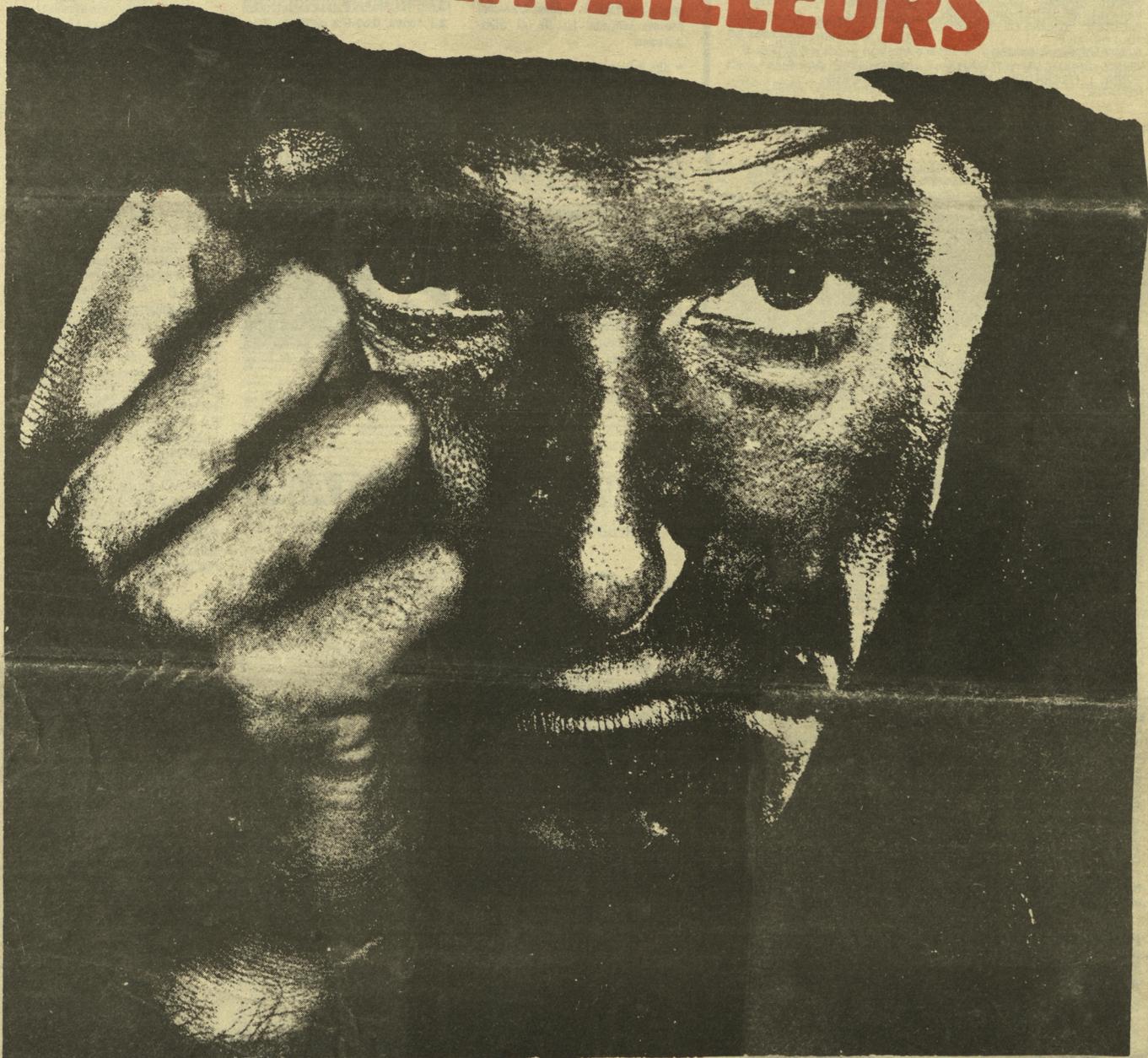
le monde
Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE adhérente à l'Internationale des F.A. 145 rue AMELOT 75011 PARIS tel. 805.34.08 N° 430 JEUDI 4 FÉVRIER 1982 6,00 F

OUEST

EST

**ETATS SOLIDAIRES
CONTRE
LES TRAVAILLEURS**



Fop. 2520

Liste et permanences des groupes de la Fédération Anarchiste

- PROVINCE
AISNE: ANIZY-LE-CHATEAU
ALLIER: MOULIN - YEUREU
ALPES-MARITIMES: GROUPE DEPARTEMENTAL NICE - CANNES
ARDECHE: AUBENAS
AUDE: NARBONNE
B.-D.-R.: MARSEILLE - BOUC-BEL-AIR - GARDONNE
CALVADOS: CAEN
CHARENTES-MARITIMES: MARENNES-ROCHEFORT
DOUBS: BESANCON
EURE: EVREUX
FINISTERE: BREST
GARD: GROUPE DEPARTEMENTAL GIRONDE: BORDEAUX - CADILLAC
HERAULT: BEZIERS
ILE-ET-VILAINE: RENNES
INDRE-ET-LOIRE: TOURS
LOIRE: SAINT-ETIENNE
MAINE-ET-LOIRE: ANGERS
MANCHE: CHERBOURG
LOT-ET-GARONNE: AGEN
SEINE-MARITIME: LE HAVRE - ROUEN
MOSELLE: METZ
NORD: LILLE - VALENCIENNES
OISE: CREIL - BEAUVAIS
ORNE: FLERS-LA FERTE-MACE
HAUTE-GARONNE: GROUPE REGION TOULOUSAINE
RHONE: LYON
LOIRE-ATLANTIQUE: NANTES
PUY-DE-DOME: CLERMONT - FERRAND
SARTHE: LE MANS
SOMME: AMIENS
VAR: GROUPE DE TOULON « ACTION DIRECTE » - GROUPE DE LA REGION TOULONNAISE
HAUTE-VIENNE: LIMOGES
VIENNE: GROUPE DEPARTEMENTAL YONNE: FEDERATION DEPARTEMENTALE

LIAISONS

- NORD: Laon, Noyon, Roye, Hémin-Beaumont, Avesnois, Saint-Quentin
EST: Nancy, Vosges, Charleville, Bas-Rhin, Dijon, Jura Reims.
ILE-DE-FRANCE: Meulan, Melun-Sénart, Nord Seine-et-Marne, Maule, Versailles
OUEST: Bégard-Quimper, Pont-Audemer, Laval, Parthenay, Poitiers, Marennes-Oléron, Saintes, Nord Haute-Vienne, Châtelleraut, Angoulême
CENTRE: Blois, Châteauroux, Vendôme, Vierzon, Le Puy, SUD, SUD-OUEST: La Seyne-sur-Mer, Nice, Salons, Hyères, Aix-en-Provence, Le Caylar, Sète, Montpellier, Alès, Lot, Montauban
RHONE-ALPES: Valence, Isère, Thonon-les-Bains, Chambéry
CORSE: Ajaccio
LA REUNION: liaison anarchiste
GUADELOUPE: Basse-Terre

PERMANENCES DES GROUPEES

- Groupe d'Evreux: permanence le dernier jeudi de chaque mois de 18 à 19 heures, derrière la mairie, salle 1, 2 et 3, 27000 Evreux.
Groupe de Rennes: le mardi à partir de 20 h à la MJC La Paillette.
Permanences FA d'Angers: tous les vendredis de 17 à 19 h, à la librairie La Tête en Bas, 17, rue des Poëliers à Angers.
Groupe de Marseille: le samedi de 14 à 17 h, 3, rue de la Fontaine de Caylus, 13002 Marseille.
Groupe de Toulon « Action directe » et groupe Région toulonnaise: le samedi de 15 h 30 à 19 h, au local du Cercle J. Rostand, rue Montebello, Toulon.
Groupe l'entraide (Havre et région): dans les locaux du CES, 16, rue Jules Teller au Havre, permanences les lundis et samedis de 18 à 19 h.
Groupe du 11: permanence à Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris, tous les mardis de 10 à 15 h.
Groupe d'Amiens: permanences tous les mardis de 19 à 20 h, salle Dewailly, 80000 Amiens. Germinale c/o BP 7, 80330 Longueau.
Groupe Nestor Makhno de Saint-Etienne: tous les lundis à partir de 19 h 30, salle 15 bis CNT-LP, Bourse du Travail, cours Victor Hugo à Saint-Etienne.
Groupe Soleil Noir de Cadillac: tous les samedis de 14 à 19 h, 26, rue de Branne à Cadillac (salle de l'ancien CES).
Groupe Eugène Varlin: petite salle du patronage laïc, 72 avenue Félix Faure, (15), métro Boucicaud, tous les jeudis de 19 à 20 h.
Groupe Louise Michel: le lundi de 18 à 20 h, le samedi de 17 à 19 h, 10, rue Robert Planquette, Paris 18.
Groupe Fresnes-Antony: le samedi de 10 à 19 h et le dimanche de 10 à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél.: 668.48.58.
Liaison Blois: permanences le jeudi de 18 à 22 h, 24, rue Jean de la Fontaine, apt 57, Blois - 74.26.02.
Groupe d'Anizy-le-Château: tous les samedis de 10 à 12 h à leur table de vente sur le marché de Soissons, et les lundis à partir de 20 h au local « Salle communautaire du Moulin de Paris », 02000 Merieux (tél. (23), 80.17.09).
Groupe Sébastien Faure de Bordeaux: le mercredi de 18 à 19 h et le samedi de 14 à 17 h, en son local, 7, rue du Muguet à Bordeaux.
Groupe Voline: 26, rue Piat, Paris 20. Permanences le 1er et 3er jeudi de chaque mois, de 19 à 20 h 30, et samedi sur rendez-vous.
Groupe Proudhon de Besançon: 77, rue Battant, les mercredis de 16 à 21 h et les samedis de 14 à 19 h.
Groupe d'Aubenas: de 9 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, le dernier samedi de chaque mois, au cours de la tenue de la table de presse.
Permanences F.A. et GAEL: le vendredi à 20 h 30, bat. 5, salle 3, Place Guillaud, à Caen. Un vendredi sur deux, table de presse au R.U. B. Campus.

Pour toute prise de contact avec les groupes de la F.A., n'hésitez pas à écrire aux R.I., ou bien venez à la PERMANENCE DES RELATIONS INTERNATIONALES, le samedi, de 14 h 30 à 18 h, 145, rue Amelot, Paris 11e (M° République) - tél.: 805.34.08.

COMMUNIQUÉS

- Les libertaires de Corrèze peuvent écrire aux RI pour prendre contact avec une liaison actuellement en création.
Nous sommes heureux de vous faire part de la naissance du groupe Michel Bakounine. Ce groupe rassemble des anarchistes de la région de Rochefort, Marennes, Oléron. Nous invitons tous les libertaires de cette région et de Charente-Maritime à nous rejoindre. Pour tout contact, écrivez au RI qui transmettront, ou directement à J.-M. Raynaud, BP 26, 17480 Le Château-d'Oléron.
Le groupe Région toulonnaise assure une vente du Monde libertaire ainsi que livres, revues, etc., tous les dimanches matin au marché aux puces de Toulon.
Libertaires jurassiens, si la propagande des idées anarchistes vous intéresse, faites-vous connaître en écrivant à la liaison FA du Jura par l'intermédiaire des RI.
Les personnes désireuses de militer pour l'anarchisme et de former un groupe libertaire à Tournon (Ardèche) peuvent contacter les RI qui transmettront.
Un groupe libertaire à Versailles? Les intéressés peuvent écrire aux RI qui transmettront.

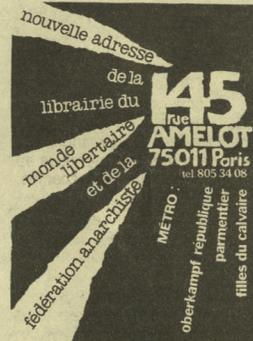
- Appel aux libertaires de tout le département de l'Eure: où que vous soyez, quel que soit le nombre que vous êtes, contactez les RI pour joindre les militants de votre département.
Pour tout contact avec le groupe M. Fayolle de Tours, écrivez à Claude Garcera, BP 835, St-Avertin, 37178 Chambray Cedex.
Nous rappelons qu'un groupe FA est constitué à Caen. Nous appelons tous les sympathisants de la FA à la rejoindre. On peut le contacter à sa table de presse au RUB, le vendredi midi sur le marché St-Pierre, le dimanche matin.



Autocollant édité par l'administration Prix: 10 F les 50, format: 8,6 x 10,5



FEDERATION ANARCHISTE 2 F l'unité, 0,60 F à partir de 10 ex.



2 F l'unité, 0,30 F à partir de 10 ex.

LISEZ

LE MONDE LIBERTAIRE

HEBDOMADAIRE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

145, rue Amelot - Paris 11e

dans les gares et les principaux kiosques

Bandeau: 0,15 F

Le Monde libertaire est en vente dans tous les kiosques des gares et les principales maisons de presse. Pour nous aider à limiter le nombre d'inventus, achetez-le toujours au même endroit ou mieux encore: abonnez-vous!

Directeur de publication Maurice Joyeux Commission paritaire n° 55 635 Imprimerie « Les marchés de France » 44, rue de l'Ermitage, Paris 20e Dépôt légal 44 149 - 1er trimestre 1977 Routage 205 - Publi Routage Diffusion SAEM Transport Presse

Permanences antimilitaristes

Tous les mercredis de 17 à 19 h à la librairie La Tête en Bas 17, rue des Poëliers à Angers

Tous les samedis de 14 à 19 h à Publico 145, rue Amelot, Paris 11e

Tous les mardis de 18 à 19 h tous les vendredis de 19 à 20 h 26, rue du Wab-Billy Metz - Tél.: 74.41.58

En même temps qu'au Monde libertaire abonnez-vous à

GERMINAL

Manuel De Déintoxication Sociale Journal local du groupe d'Amiens

16 pages grand format abonnement: 10 n° 50 F soutien 70 F ou plus BP n° 7 80330 Longueau

- PAGE 2 Infos FA
PAGE 3 En bref
Histoire drôle
Editorial
Police et civilisation
C'est pas à toi, c'est à l'Etat
PAGE 4 La grille retournée
A rebrousse-poil
Le revenu agricole
PAGE 5 Couchez, les censeurs!
La faim dans le monde
L'art et la manière
PAGE 6 Nationalisations...
L'administration de l'Etat
PAGE 7 Statut particulier pour la Corse?
La décentralisation
PAGE 8 Halte à la répression
PAGE 9 Informations internationales
PAGE 10 Archives
Note de lecture
PAGE 11 Spectacles, Radio-Libertaire
PAGE 12 Du bruit pour rien
Radios libres...

Abonnez vous!
TARIF France Sous pli fermé Etranger LE MONDE LIBERTAIRE
13 n° 70 F 80 F 100 F Rédaction Administration
25 n° 130 F 150 F 190 F 145 rue Amelot 75011 Paris
50 n° 250 F 280 F 350 F Tél. 805.34.08
ABONNEMENT DE SOUTIEN: 300 F Paiement à l'ordre de Publico
BULLETIN D'ABONNEMENT à retourner 145, rue Amelot, 75011 Paris (France)
Nom, Prénom, Rue, Ville, Code postal, a partir du N, Abonnement, Réabonnement, Paiement de soutien, Cheque postal, Cheque bancaire, Mandat lettre, Règlement à joindre au bulletin, Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste.

en bref...en bref...

Histoire drôle !

• De la Pologne au Salvador en passant par la Turquie : 1 500 détenus seraient morts sous la torture. Deux cent mille personnes ont été interpellées en seize mois et sont poursuivies par les tribunaux de la junte. Au moins 80 000 sont emprisonnés. Des milliers de procès sont en cours et la torture est quasi systématique. Telle est la triste réalité que connaît la Turquie. « Notre procès est politique. Ils ont besoin de notre mort. Ils iront jusqu'au bout s'ils en ont les moyens. Notre salut dépend de la protestation et de la solidarité internationale ». Appel lancé par le président de la centrale syndicale DISK...

• Le Centre international de Recherches sur l'Anarchisme organise le 12 février 1982 à 19 heures un débat autour du livre de Ronald Creagh *L'Anarchisme aux Etats-Unis*. La réunion se tiendra au 5, rue des Convalescents (2^e étage) à Marseille.

• Sans rire ! : à la suite d'un conflit à Lorient, le secrétaire de l'UD CFTD du Morbihan a déclaré sans rire :

« Jusqu'à présent, il n'y avait rien à reprocher au fonctionnement du conseil des Prud'hommes. Mais maintenant un certain nombre de choses doivent être dites, en particulier sur les inadmissibles répressions patronales et sur les jugements qui ne sont pas appliqués. » Comme quoi des doutes subsistent.

• Montréal, mai 82 : le printemps prochain, à Montréal, aura lieu une rencontre organisée par la Fédération internationale des Droits de l'Homme. Des représentants des Ligues des Droits de l'Homme du monde entier viendront à ce rassemblement. Ils traiteront de tous les problèmes inhérents aux droits des peuples indigènes. Cette conférence aura lieu du 21 au 23 mai 82. Pour plus d'informations, contacter : Alain Bissonnette, 18-25, rue de Champlain, Montréal, Québec, Canada H2L 2S9.

• Du 1^{er} au 20 février 1982 se dérouleront à St-Nazaire et ses environs, trois semaines d'information sur les problèmes actuels des nations indiennes d'Amérique du Nord. Ces trois semaines sont organisées par la MJEP (Maison des Jeunes et de l'Education permanente) de St-Nazaire et la CISIA (Comité d'Information et de Soutien aux Indiens d'Amérique 2A, bd de Sourdille, Nantes).

• Sur Montpellier, un groupe informel prévoit chaque dernier vendredi du mois une soirée de réflexion avec un invité : ainsi, Max Chaleil, auteur du livre *Le Corps prostitué* était présent au Centre « Lacordaire » le 29 janvier. Nous vous préviendrons en temps utile des thèmes de ces vendredis libertaires (l'information nous étant parvenue trop tard pour cette soirée).

• Il y a de l'eau dans le gaz ! De source sûre, on affirme à l'Elysée qu'« en cas d'intervention soviétique en Pologne, la France suspendrait le contrat gazier. » Enfin, on respire. On croyait que nos chers socialistes avaient oublié les victimes de leurs confrères idéologiques polonais. Et *L'Humanité* du 27 janvier de renchérir : « Contrat franco-soviétique : du travail pour plus de 11 000 salariés. Peu soucieux de la dépendance de la France en matière pétrolière ou même technique, les vaillants défenseurs d'un embargo contre l'Union soviétique poursuivent leur campagne contre le gouvernement... » Solidarité internationale, quand tu nous tiens !

F AUT que je vous raconte une anecdote : hier soir, j'étais dans le très vivant hall de la Gare de l'Est. Vous connaissez la joyeuse ambiance du vendredi soir, dans cet endroit. Des centaines de mecs rasés, gros sacs en bandoulière, gueulent comme des baleines : « La quille, bordel ! », et font les bénéfices de monsieur Kronembourg.

Les copains loubards, venus attendre le copain bidasse, trompent l'attente en se bastonnant gaiement, tout ça au milieu du va-et-vient des banlieusards aux mines réjouies, bien contents d'avoir tiré une semaine de plus au boulot... Bref, la fête, quoi...

J'ai vu arriver deux gendarmes, tout pimpants dans leurs beaux uniformes bleu-marine. Ils traînaient un jeune mec, menottes aux poignets. Transfert de détenus, ça s'appelle, en langage mondain... Ils lui ont fait traverser toute la Gare de l'Est, comme ça, en laisse, comme un clébard, au milieu de la foule.

Je ne sais pas qui il est... ce qu'il a fait... Braqueur de grand-mère ? Casseur de Parcmetre ? Déserteur ? loulou de banlieue ? Je m'en fous ! J'ai seulement entendu les réflexions des braves gens à son passage : T'as vu, Raymond, encore un voyou qui s'est fait piquer !, « Il a vraiment une sale gueule, celui-là ! », « Il a l'air mauvais, t'as vu son regard ? », « Tu vois, si t'es pas sage, tu finiras comme lui ! » Tout ça ponctué des « La quille, bordel ! » des autres connards à boule rasée...

J'ai eu l'impression que tout ce qu'on peut dire, tout ce qu'on peut gueuler dans les manifs, d'un seul coup, ça devenait dérisoire... A 500 mètres de chez soi, on humilie, « ils » humilient un individu, comme ça, gratuitement. Pas tout à fait gratuitement. C'est un symbole adressé aux cons moyens. L'ordre triomphe toujours, n'est-ce pas ? La preuve. On va me dire : « Ben toi, l'anar, t'avais qu'à intervenir avec ta grande gueule et tes belles idées ! » Ouais. J'ai craché aux pieds d'un des flics. Révolutionnaire, hein ?...

Y'a du boulot à faire, mais pour ça, faudrait qu'on s'y mette tous ensemble, une bonne fois pour toutes.

Gilbert

POLICE ET CIVILISATION

LES policiers français affichent une telle arrogance vis-à-vis des individus isolés qu'il est indispensable de remettre les choses au point sur des histoires récentes.

Bien sûr, les âmes charitables vous feront remarquer que l'on peut voir, au hasard des rues de Paris, des épitaphes fleuries qui signalent que là, un agent de police est tombé sous les balles allemandes lors de la libération de Paris. Mais combien sont-ils ces individus isolés qui se sont libérés des préjugés de leur caste pour agir selon leur conscience individuelle ? Quelques centaines seulement. Et les dizaines de milliers d'autres, me direz-vous ?

Eh bien, les dizaines de milliers d'autres, c'est-à-dire la presque totalité de la police parisienne, font l'impossible pour essayer d'oublier cette date : le 16 juillet 1942. Je ne ferai que citer un court extrait du *Journal du Dimanche* du 16 juillet 1972 : « Il y a trente ans aujourd'hui, 9 000 gendarmes, gardes mobiles et agents de police parquaient 12 889 juifs étrangers, dont 4 051 enfants au Vélodrome d'Hiver, rue Nèlaton, dans le 15^e arrondissement. Ils les condamnaient à la déportation, c'est-à-dire à la mort. »

Aussi les quelques exceptions de la libération de Paris ne nous empêchent absolument pas d'éprouver le plus profond mépris pour la police de Paris.

Mais, me direz-vous, ce sont là des histoires anciennes et nous ne pouvons pas en vouloir à un homme d'être le fils ou le petit-fils d'un assassin. Mais depuis, d'autres événements sont venus nous persuader que la répulsion instinctive que nous éprouvons à l'encontre de la police était fondée sur des événements plus récents.

Est-il besoin de rappeler ce que furent les « ratonnades » pendant la guerre d'Algérie ? Raconter ce qui s'est passé est vrai-

ment au-dessus de nos forces et nous n'en éprouvons qu'une immense honte, honte d'être Français, honte même d'être un homme.

Et pourquoi les pouvoirs publics ont-ils tout fait et font toujours l'impossible pour laisser dans l'ombre ce qui s'est passé en mai 1968 dans les prisons de Paris, des épitaphes fleuries avec des publicités stupides à la radio et à la télévision. Tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil, n'est-ce pas ?

Il semble que la police de Paris devrait méditer sur le sens du mot pudeur et revenir à une plus juste notion de réalités. Un débat devant la conscience universelle équivaudrait pour elle à un véritable suicide : sa fourragère rouge semblerait avoir trempé dans le sang des martyrs du 16 juillet 1942.

Jean BABILOTTE



Editorial

QUELQUES temps après la Révolution d'octobre, les chefs d'Etats des démocraties occidentales venaient proposer des accords commerciaux à Lénine.

En effet, ils ne mirent pas longtemps à réaliser l'immense marché qui pouvait s'offrir à eux, dans la mesure où les objectifs léninistes accordaient la priorité à l'électrification plus qu'aux soviets.

Dans la nuit du 22 au 23 janvier 1982, le contrat signé entre Soyouzgaz Exporte et le Gaz de France en prévoyant la livraison annuelle, pendant 25 ans, à partir de 1984, de huit milliards de mètres cubes de gaz, accentue nettement la dépendance énergétique de la France à l'égard de l'URSS (qui possède un tiers des réserves mondiales de gaz), qui nous fournit 30% de la consommation de gaz du pays.

Entre temps, le camarade Brejnev a salué le fasciste Videla, tortionnaire du peuple argentin, qui lui fournissait les céréales que les USA refusaient à l'URSS.

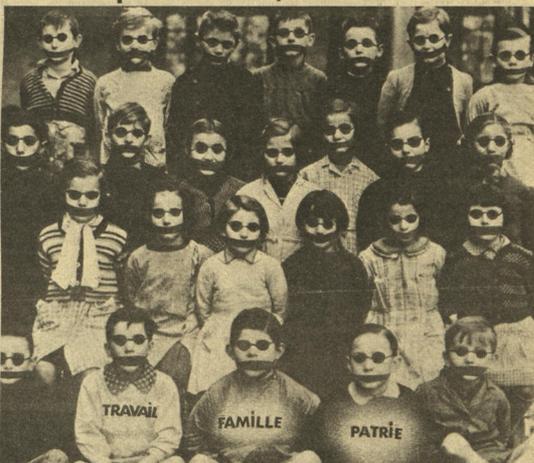
Depuis 70 ans, les gouvernements ont changé, mais les accords économiques demeurent. Et certes, au vu de ce qui s'est passé dans l'histoire et de ce qui se passe aujourd'hui, on ne peut que sourire devant les déclarations humanistes de nos dirigeants.

Les discours, les indignations de commande sur le triste sort des Polonais, les tortures au Salvador et en Turquie (pour ne parler que des faits les plus connus) ne sont que vœux pieux destinés à apaiser les populations lorsque la répression devient trop criante.

Derrière cela, les tractations s'organisent, chaque partie étant trop heureuse d'excuser l'autre, sachant que la pareille lui sera rendue ultérieurement.

Il y a bien là, « objectivement », une internationale de l'argent et des intérêts économiques. Les profiteurs ne se gênent pas : l'Internationale des travailleurs est à reconstruire.

C'est pas à toi, c'est à l'Etat



A H ça, mon bon monsieur, y'a encore des enseignants qui savent faire respecter les bonnes vieilles valeurs de notre société. Imaginez donc un garçon de 15 ans qui pique une règle pendant le cours dans sa classe de troisième ? Tout de même, y'a des limites !...

Au lycée de Sèvres, on ne badine pas avec le non-respect du bien d'autrui. Après récupération en fin de cours par le professeur observateur de l'objet du délit, hop, huit jours de mise à la porte. C'est expédié, ça, pas vrai ?

Sans jugement, ni prise de contact avec les adultes que côtoient l'affreux voleur, ni bien entendu aucune demande d'explication à ce dernier. Même dans un tribunal, ils n'auraient pas fait si bien, les juges !

Faut dire que le sieur Laurent se balade avec un sac marqué de « A bas toutes les armées » et autres badges ou balivernes du même style, fort peu respectueux de l'image que le pouvoir veut bien donner de lui-même. Pas futé le petit gars, s'il veut pas se faire remarquer.

Vois un peu la tête de ceux qui pensaient que, comme par enchantement, le cadre de l'éducation allait s'assouplir, donner une place plus grande aux rapports non administratifs. Ben mon vieux...

Comme quoi, à gauche ou pas, les sempiternelles théories : éducation, prévention, participation, compréhension, discussion, concertation, et tant qu'on en veut du même genre : foutaises et billevesées, comme dit l'ami Gaston.

Le moteur de l'enseignement demure ce qu'il fut. Mais pas nécessaire de passer le mur du lycée puisque chaque jour nous confronte à l'autorité répressive.

J.S.



à rebrousse-poil

EDUCATION NATIONALE

LA GRILLE RETOURNÉE

LES enseignants peuvent souffler : la trop fameuse grille imposant un certain quota d'élèves pour ouvrir et fermer les classes est morte et enterrée.

Cela ne veut pas dire, pourtant, que les nombres de classes et de postes soient en augmentation. La grille Guichard a servi de caution au redéploiement de Beullac. Les zones d'éducation prioritaires masqueront une austérité de gauche.

Le gouvernement faisant bonne mesure jette au panier ce qui mécontentait le milieu enseignant. Il baisse pudiquement les yeux sur les moyens nécessaires pour satisfaire les revendications de l'ensemble des travailleurs en matière d'effectifs, de postes et d'horaires.

Au redéploiement de droite s'oppose une austérité de gauche un peu plus liante et flexible, mais qui n'enferme pas moins les revendications dans le placard. Aux 35 élèves imposés par Guichard font place les 30. Aux listes d'attente dans les écoles maternelles, Savary oppose — sans en offrir les moyens — l'accueil de tous les enfants dans les classes.

Pour faire avaler la pilule, les zones d'éducation montrent le bout de leur nez, on saupoudre un peu plus les secteurs où les besoins sont trop criants, on divise pour mieux régner.

Les 25 élèves par classe maximum, les dédoublements demeurent plus que jamais des revendications vitales pour améliorer un tant soit peu la vie des usagers et le contenu même de l'enseignement. Avant d'examiner de plus près la qualité de l'enseignement, donnons-nous les moyens matériels et quantitatifs pour se tourner vers une école au service des travailleurs.

Christine TEYSSIER

Encore lui !

Le pouvoir corrompt et Fiterman en est décidément un bel exemple. Lui, qui avant le 10 mai, ne cessait de dire qu'il fallait produire français, bouffer français, etc. Lui qui, depuis le 10 mai, ne cesse de dire qu'il travaille à mettre en place le changement demandé par la majorité des Français, vient d'approuver l'achat par Air-France d'avions Boeing, et d'ajouter : « Il n'y avait pas d'autre solution possible. » Barre n'aurait pas dit mieux ! Quant à la question de la réduction du personnel, là aussi Fiterman a fait très fort : « Il faut accepter que ces appareils soient pilotés à deux si l'on veut qu'Air-France puisse tenir sa place », alors que les mécaniciens, depuis un an, demandent qu'il y ait trois personnes par avion. Bref, pas le moindre changement dans les faits, ni dans les paroles rassurantes. Qui a dit : « J'ai demandé que toutes les garanties soient apportées aux mécaniciens en matière d'emploi. » Barre ? Non, Fiterman.

Le PC politicien ?

Le Parti communiste est l'avant-garde du prolétariat, surtout le comité central qui, lui, est l'avant-garde du parti. Et c'est lui qui, au nom du peuple, doit prendre le pouvoir. Seulement voilà, c'est mal barré...

Le PC vient de présenter un plan pour la réindustrialisation de la région parisienne. En effet, les gouvernements précédents ont mené une politique de décentralisation pour (tenter de) créer des emplois en province et surtout parce que tout le monde réclamait cette décentralisation, du RPR au PS. Oui mais voilà, inciter les entreprises à se créer en province plutôt qu'à Paris, c'est démolir les bastions du PC. Pour ces « révolutionnaires professionnels », si le PC a perdu beaucoup de voix en banlieue parisienne, c'est le fait de la désindustrialisation qui visait à « démanteler les fortes traditions révolutionnaires de la classe ouvrière, en même temps que ses points d'appui politique. »

Avis à ceux qui croiraient encore que cela était dû au saccage,

à l'aide de bulldozers des foyers d'immigrés dans certaines mairies communistes.

G.L.

L'homme de mépris de fer...

Le porte-parole de la junte polonaise, le camarade Gornicki, vient de déclarer à *France-Soir* que Solidarité était « un ramassis de gens méprisables. » Et il a précisé : « Solidarité n'a jamais été un syndicat. Il y a des traditions bien établies en Pologne depuis plus de trente ans. C'est ainsi que les syndicats polonais organisent les vacances des ouvriers, amassent des pommes de terre pour l'hiver, etc. Jamais Solidarité ne s'est occupé de ces problèmes. Solidarité a organisé des grèves. »

Un syndicat qui organise des grèves, mais c'est un scandale, comme dirait Marchais. Décidément, ces Polonais n'avaient rien compris quant au rôle éminent des syndicats dans le socialisme réel. Il doivent autogérer les sacs de patates. Pour le reste, les grosses légumes du parti s'en occupent !

S.B.

LE REVENU AGRICOLE

L'UN des facteurs de l'exode agricole est la chute chronique du revenu agricole. Effectivement, depuis 10 ans, le revenu des agriculteurs se dégrade de 3 à 6% par an. Il y a à cela plusieurs raisons : la première, et la plus évidente, c'est la distorsion entre l'évolution des charges et l'évolution des produits. La revue *Entreprise agricole* a publié, en décembre 81, un thermomètre des prix. On peut ainsi observer l'évolution des charges et des produits entre 1970 et 1980.

Exemples : si l'on prend l'indice 100 pour tous les produits et toutes les charges en 1970, on obtient en 1980 :

• Pour les produits :

Blé 184, maïs 188, orge et pommes de terre 180, porc 174, bovin 219, lait 228, vin AOC 318, vin de consommation courante 165, légumes frais 254.

• Pour les charges :

Fuel domestique 690, charges sociales employeur 614, tracteur 67 ch 347, indice de coût de l'alimentation animale 430, ammonitrate 290, superphosphate 308, semences de blé RI 273, bois de charpente 385, sac de ciment 317.

Comment préserver le revenu agricole quand le prix du fuel augmente trois fois vite que le prix du blé ?

Ce problème conjoncturel se double d'un problème de fond. Depuis 10 ans, les techniciens agricoles ont incité les agriculteurs à améliorer leur productivité. Pour cela, ils leur ont fait miroiter une augmentation de leurs revenus, une amélioration de leurs conditions de travail et surtout la création de nouveaux marchés, en particulier le Tiers-Monde.

Les résultats de cette politique ne se sont pas fait attendre. Les prix des produits agricoles sont toujours au plus bas, car la surproduction interdit de négocier au meilleur cours. A noter que les excédents européens ne poseraient pas de problème si les fameux marchés à l'exportation étaient solvables. Tous les ans, les excédents laitiers coûtent 25 milliards de francs aux contribuables européens. Tous les ans, ces mêmes excédents sont vendus à perte à l'URSS, au Venezuela et à bien d'autres encore.

Les producteurs de fruits, de légumes, de vins, sont confrontés aux mêmes problèmes de surproduction. Chaque année, ce sont des centaines de milliers de tonnes de denrées qui sont détruites pour « assainir » le marché. Cette situation est d'autant plus scandaleuse que chaque jour

140 000 personnes meurent de faim dans le monde.

Il faut également souligner que l'amélioration de la productivité a nécessité des investissements très lourds. Les agriculteurs, et surtout les plus petits, ont dû s'endetter pour s'équiper. Car pour produire plus, il faut mettre en œuvre des techniques de pointe : matériel plus performant, des apports d'engrais plus importants, des traitements de plus en plus fréquents, des semences sélectionnées. La mise en œuvre de programmes de drainage pour assainir des terres jusqu'à maintenant inondées et incultes (5 à 7 000 francs/ha), l'achat

pour satisfaire des besoins essentiels (logement, vêtements, culture, loisirs), mais pour payer des annuités d'emprunts. Certains sont dans une situation si critique qu'ils sont obligés d'emprunter à court terme pour rembourser le long terme.

Pour renverser la vapeur, il va falloir attaquer le problème sur deux fronts à la fois : diminuer les coûts de production, contrôler et améliorer la commercialisation.

Pour le premier point, le développement d'une vie associative peut apporter des solutions intéressantes au problème. Effectivement, pour diminuer les coûts de production, il faut agir sur les prix des ma-

permettrait peut-être de dégager des solutions aux problèmes d'économie d'énergie et de dégradation des sols.

Si se regrouper est essentiel pour contrôler l'amont, cela l'est tout autant pour contrôler les entreprises en aval des exploitations. Les agriculteurs sont, en principe, propriétaires du crédit et de la protection sociale ; 60% des produits agricoles sont transformés et commercialisés par des coopératives.

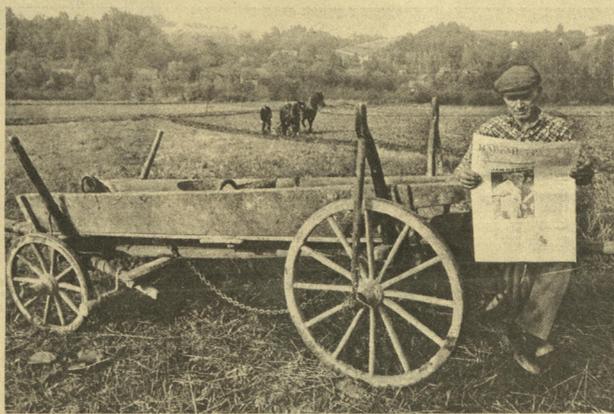
Le pouvoir des agriculteurs dans leurs coopératives ou leurs mutuelles est bien illusoire. Ces derniers n'ont pas une formation de gestionnaires, ils n'ont pas fait d'études de marketing, alors ce sont des technocrates qui font la pluie et le beau temps. Les pots de vin, les dessous de table sont monnaie courante. Ce qui est plus grave, c'est que les coopératives n'arrivent plus à concurrencer le secteur privé.

Plusieurs solutions peuvent être proposées : la plus simple, à première vue, c'est la vente directe. La vente du lait directement aux consommateurs permet à l'éleveur de pratiquement doubler son revenu. Il existe un marché potentiel pour tous les produits, les producteurs de vins l'ont bien compris. L'autre solution est plus délicate à mettre en place. Il me paraît impératif que les producteurs reprennent leurs coopératives en main. Pour ce faire, il est nécessaire de former les agriculteurs, tous les agriculteurs, car une rotation aux postes-clés est indispensable pour éviter que certains fassent carrière. Former les agriculteurs, cela veut dire leur donner les moyens de gérer leurs entreprises, mais également l'entreprise commune. Pour ce faire, il faut mettre en place des structures de formation pour adultes efficaces et organiser un système de remplacement et d'entraide car l'agriculteur qui sera en formation ou aura des responsabilités dans la coopérative pour une période déterminée ne pourra pas effectuer son travail personnel.

Ceci n'est qu'une approche très sommaire du problème, car il est en réalité beaucoup plus complexe que cela. J'ai tout simplement voulu démontrer que, contrairement à certaines rumeurs tous les agriculteurs ne roulent pas sur l'or.

Ruraux et citadins ne trouveront une réponse à certains que par une meilleure compréhension mutuelle. Raccourcir les circuits entre la ville et la campagne peut permettre aux uns et aux autres d'augmenter leur pouvoir d'achat, mais également leur « pouvoir » tout court.

Eric RABILLER



de matériel d'irrigation, ont autorisé la culture de plantes très productives telles que le maïs.

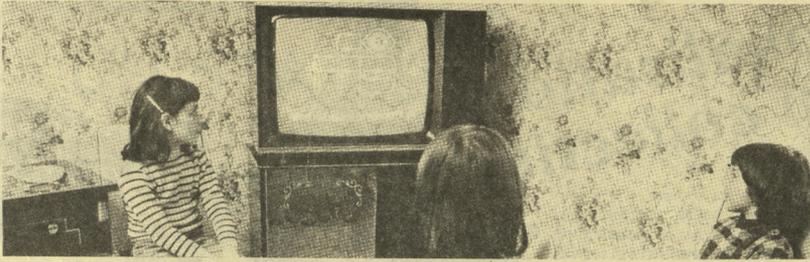
Les éleveurs n'ont pas échappé à cette évolution. Les bâtiments d'élevage se sont modernisés. En 1970, il fallait 8 000 à 10 000 francs pour une installation de traite

de traite pour le même nombre d'animaux revient à 100 000 francs. Certaines installations ne sont pas justifiées et de surcroît peu rentables.

Cet effort technique a au moins profité au Crédit agricole mutuel qui se vante d'être la première banque mondiale. Par contre, les petits agriculteurs sont couverts de dettes. En fait, ils travaillent non pas

tières premières et du matériel, et optimiser les investissements et le travail. Pour faire baisser les prix, il est indispensable de se grouper pour effectuer les achats et surtout pour faire jouer la concurrence. Ceci peut se faire pour le matériel, les engrais, les produits phytosanitaires, etc. Il est également nécessaire de se regrouper pour effectuer certains gros travaux et pour l'achat de matériel saisonnier. Il faut remettre en question les méthodes culturelles actuellement dominantes, car elles menacent l'équilibre biologique du sol et du sous-sol, mais également la biosphère dans son ensemble.

Une confrontation entre agriculteurs traditionnels et agriculteurs biologiques



Couchez les censeurs !

IL va tout prochainement être question, dans le cadre du changement, bien sûr, de restructurer, de redéfinir le rôle, la composition et les prérogatives de la fameuse commission de censure cinématographique. Cette commission, qui visionne un peu plus de 1 500 films par an, est composée de 24 membres qui rendent sur chaque film un avis au ministère qui, lui, décide du sort réservé à ces différents films.

Cette commission, composée de représentants ministériels, de maires, psychiatres, pédagogues, professionnels du cinéma, peut prononcer des interdictions aux moins de 13 ans, moins de 18

ans, classer X ou encore prononcer l'interdiction totale.

Le projet ministériel ne prévoit bien sûr pas de supprimer purement et simplement cet instrument de répression culturelle, mais de le modifier sur certains points : âges d'interdiction abaissés de 18 à 16 ans, sauf pour les films X, composition différente de la commission dans laquelle entreront des « jeunes ». Quant à supprimer une telle structure, vous n'y pensez pas ! Songez à ces milliers et ces milliers d'enfants et d'adolescents protégés du vice, de la pornographie, du sadisme, grâce à l'œil vigilant et aux ciseaux tranchants du censeur !

Ah, qu'on aimerait y croire ! Simplement, leur moralité de bonnes sœurs et de boys-scouts devient de plus en plus indigeste à avaler. Les bonnes âmes qui partent en guerre contre tous ces réalisateurs sanguinolants et vicelards, contre cette fameuse violence gratuite de l'écran, comme on aimerait les retrouver lorsqu'il s'agit de dénoncer l'armée, l'école légale du crime, les violences policières ou encore les ventes d'armes au Tiers-Monde, mais là nos grands moralisateurs deviennent étrangement muets.

Il y a, dans toutes ces notions, dans toutes ces structures, un goût de vieille France, pétainisme à la boutonnière, pour ne pas dire une odeur nauséabonde de chambre d'inquisition.

Oh, bien sûr, on interdit très peu de films dans ce pays, mais le principe est là et les excès ou la systématisation ne demanderaient qu'à relever la tête, surtout dans le fond de certaines consciences moyenâgeuses. Commencer à admettre des critères de censure, même minimes, c'est mettre un doigt dans un engrenage dangereux, dans tous les domaines, de la pornographie à la violence. Accepter l'interdiction du sanguinaire *Massacre à la tronçonneuse*, c'est aussi admettre le danger de voir interdire *Le Chien andalou* et son rasoir tranchant, en gros plan, un globe oculaire, qui fit tant frémir les cinéphiles des années 30. Interdire telle ou telle *Successe*, c'est aussi risquer de ne plus voir *L'Empire des sens*.

Arrabal, Bunuel ou même Kubrick, pour ne citer qu'eux, ont produit des chefs-d'œuvre du cinéma mondial, tandis que se balançaient au-dessus de leur tête les ciseaux vengeurs de la morale bourgeoise, lorgnant des scènes d'une rare violence il est vrai, mais d'une puissance philosophique et cinématographique sans conteste.

Il est trop dangereux dans le domaine de l'art, comme dans tant d'autres domaines, de laisser planer des commissions de contrôle ou de censure, même souples, au-dessus de la tête des artistes, réalisateurs et créateurs divers. La création a besoin de tout l'espace de liberté, sans aucune restriction, sans aucune limite.

Quant aux fameux dangers représentés par telle ou telle séquence, il ne s'agit bien là que regard d'hypocrisies et larmes de crocodiles ; les problèmes de la violence ou de la déviance sexuelle se situent bien plus dans la réalité quotidienne invivable du boulot et de l'habitat, de la misère sexuelle et des tabous dépassés, que dans les images de quelques films.

Alors... couchez les censeurs ! Et toi, Lang, ferme donc à clé les portes de la défunte commission et inscris-y sur le fronton le célèbre : « Il est interdit d'interdire. »

Patrick
(G. E. Reclus d'Angers)

L'ART ET LA MANIÈRE

DANS les années soixante, le phénomène télévision a radicalement changé les mœurs politiques. De Gaulle, roublard notoire, avait déjà compris l'importance de la radio en 40 et sut vite s'adapter à ce nouveau moyen de propagande. Grâce à des cours avec des professionnels, il devint un redoutable show-man. Depuis, le plus minable politicien — pléonasm — a compris que son impact télévisuel commandait plus sa carrière que son programme ou ses convictions. Tous s'y sont mis : Mitterrand, Chirac, Giscard. Il n'y a guère que le pauvre Couve de Murville qui, pourtant promis à de hautes destinées, ne put jamais passer la barre de l'écran et l'énergumène Debré dont les prestations désolent même ses propres partisans. La médaille du travail revient à Chirac (que d'efforts pour être arrivé à changer à ce point son personnage public). Marchais est hors concours : il a « l'œil » d'une façon innée, c'est une bête de scène.

Car il faut savoir que tous ces zigotos sont rompus aux lumières rouges et vertes des studios, au bon cadrage de leur hure devant la bonne caméra, au maquillage du visage, aux claps de départ, au débit vocal pondéré, à l'accentuation des verbes dans leurs phrases. Enfin tout ce qui conditionne le bon passage télévisuel.

VIENS CHEZ MOI, Y'A DU FEU !

Cette démocratie est devenue, grâce au téléviseur, une démocratie que l'on pourrait qualifier, bien à tort, de « directe ». Avant, l'électeur ne connaissait pas ou peu l'homme qu'il avait élu. A la rigueur, il l'avait entr'aperçu dans un meeting. Sa formation politique était le fruit de lectures de journaux, tracts ou affiches, de réunions et le plus souvent de on-dit. Maintenant, il reçoit chez lui, comme un vieil invité, le grand personnage. Que d'honneurs lui fait-on là ! Et il s'abreuve de déclarations péremptives, éternelles et calculées.

L'homme-tronc devant la caméra présente-t-il bien, avec de belles dents refaites à neuf ? Alors un Lecanuet obtient des voix malgré sa ringardise légendaire. A-t-il l'apparence d'un bon papa-gâteaux ? Alors Duclos fait un score énorme pour un Parti communiste. Il a l'air d'un cadre sérieux connaissant son sujet ? Et vous voyez Giscard élu avec un programme inexistant. Il paraît irrésolu, donne des réponses évanescentes, s'embarlificote dans des explications diamantaires ? Giscard tombe et Mitterrand passe.

Bien sûr, on ne peut pas résumer aussi simplement les convulsions politiciardes de ces dernières années. Evidemment, beaucoup de gens (trop) votent sans se soucier de prestations télévisuelles. Mais la petite frange indécise, qui fait basculer la majorité dans un camp ou dans l'autre, n'a que ce moyen pour se faire une opinion. En définitive, elle détient le pouvoir.

On a dit que notre époque était une civilisation de l'image. C'est surtout une civilisation de pouvoir de l'image. A nous de ne pas être dupes. Au pouvoir des vieux tribuns politiciards, nous avons opposé nos idées. Au pouvoir de la presse, nous avons opposé nos écrits et notre presse. Contre la parole confisquée, nous avons créé une radio. Avec les nouvelles techniques — satellites, liaisons par câbles, fibres optiques —, dans 5 ou 10 ans, le télé perdra son aura magique. A nous d'être prêts à ce moment-là. Télé-Libertaire dans quelques années ? et pourquoi pas !

J.J. JULIEN

LA FAIM DANS LE MONDE

A propos de la faim dans le monde, Antenne 2, Terre des Hommes et Frères des Hommes viennent, pendant huit jours, d'orchestrer sur les ondes une étrange campagne de « sensibilisation » de l'opinion publique.

L'axe principal en était l'argument suivant : si les paysans du Tiers-Monde meurent de faim, c'est parce que nous, dans les pays riches, nous mangeons trop de viande. Pour étayer ce raisonnement, des reportages nous ont montré que le manioc et le soja qui engraisent nos cochons et nos veaux étaient cultivés par des paysans de Thaïlande et du Brésil qui ne peuvent ainsi produire leur propre nourriture.

Certes, on a, au passage, égratigné les multinationales de l'agro-alimentaire ou les spéculateurs du marché de Chicago. Mais l'essentiel de cette campagne semblait bien avoir pour but de nous culpabiliser en nous répétant, matin et soir, que nous mangeons trop, que nous gaspillons, que nous détériorons notre santé et qu'à cause de nous, des millions d'êtres humains meurent de faim. Les reportages se sont même rendus, accompagnés d'une diététicienne, dans une HLM de Lille pour voir ce qui mijotait dans les cocottes !...

Des siècles de pillage

Certains milieux, qui découvrent le problème en cette fin de XX^e siècle, semblent oublier que les conquêtes coloniales se firent il y a quelques siècles, à l'ombre du crucifix, avec la bénédiction des prêtres, et que les missionnaires firent bon ménage avec les soudards.

Et depuis, les marchands d'abord, les capitalistes ensuite, ont pillé systématiquement ce qu'on appelle aujourd'hui, pudiquement, le Tiers-Monde. Le néo-colonialisme a continué et aggravé, même, ce brigandage, avec d'autres méthodes. Les cultures vivrières ont cédé la place aux mono-cultures (thé, café, coton, arachide, hévéa, etc.), alors que les populations déracinées servaient de main-d'œuvre presque gratuite pour les mines et les industries locales. Le pillage, effectué directement par le colonisateur, s'opère aujourd'hui par l'intermédiaire des aristocraties et des bourgeoisies autochtones qui en tirent elles aussi de substantiels profits. Il y a, on le voit, bien d'autres causes à la misère de ces peuples que le poids du beefsteak dans notre assiette !...

Tout le monde dans le même sac ?

Il est, pour le moins, indécent de proclamer : « Nous mangeons trop ! Nous consommons trop ! » Qui, « nous » ? Est-ce qu'il faut mettre dans le même sac les familles des HLM de Lille et la population des hôtels particuliers et des châteaux ? Qu'est-ce qui est un luxe : la côte de veau de la petite employée lilloise, montrée aux téléspectateurs comme une pièce à conviction, ou le caviar et le champagne dont on ne nous a jamais parlé ?

Toujours à Lille, un médecin des Frères des Hommes a eu cette réflexion extraordinaire : « Dans le temps, les gens mangeaient des soupes où ils trempaient du pain et ils se portaient aussi bien ! » Ce docte personnage ignore sans doute que c'était aussi l'époque où la tuberculose, le rachitisme et bien d'autres maladies faisaient des ravages dans les familles ouvrières. Ce n'est sans doute pas un hasard si l'augmentation de la durée de vie a été parallèle à l'amélioration des conditions de vie en général et de la nourriture en particulier.

Le sort de la classe ouvrière s'est amélioré depuis le XIX^e siècle à la suite de luttes ininterrompues et parfois meurtrières. Il est incontestable que l'exploitation des peuples du « Tiers-Monde » a donné plus d'aisance à la bourgeoisie des pays industrialisés pour faire face aux revendications ouvrières les plus pressantes tout en maintenant et même en accroissant leurs profits.

Mais cela peut-il permettre d'affirmer que diminuer la consommation ici améliorera le sort des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine ?

Une seule cause à tous ces malheurs

Si en Thaïlande les paysans sont dans une extrême misère (avec en 1975, par exemple, un revenu mensuel moyen de 60 francs), ce n'est pas parce que le manioc qu'ils cultivent engraisse les cochons bretons, mais parce que la terre appartient à une oligarchie qui, quelles que soient les fluctuations du marché mondial, maintiendra son implacable exploitation... même si nous ne mangeons plus de lard ! De même, il ne suffirait pas de réduire nos importations de soja pour que les paysans sans terre du Brésil échappent aux balles des pistoleros des propriétaires fonciers. Même si nous ne mangeons plus de veau, 5% de la population brésilienne continuera comme aujourd'hui à accaparer la plus grande part des richesses du pays.

La seule, la vraie cause du malheur de ces peuples, c'est la société de classes. Chez eux et ici, puisque leur exploitation résulte de l'alliance, de la complicité de leurs castes dominantes et de nos multinationales.

Autres aspects du problème : peut-on oublier que notre société de « consommation » est toujours, pour des millions de gens, en Europe occidentale comme aux Etats-Unis, une société de pénurie, de misère. Aux USA, le chômage s'est encore aggravé et jamais il n'y a eu une telle affluence aux soupes populaires (ce qui devrait faire plaisir à notre médecin de Lille !...)

Peut-on, enfin, parler de la faim dans le monde et esquiver, comme l'a fait Antenne 2 pendant 8 jours — et malgré les appels téléphoniques, de nombreux téléspectateurs probablement indignés — tout débat sur les hallucinantes dépenses militaires et en particulier sur les ventes d'armes aux pays du « Tiers-Monde » ?

En vérité — et les organisateurs de cette campagne l'ignorent-ils vraiment ? —, ce n'est pas par la pratique de la diététique, ici, que pourra se résoudre le drame des peuples du « Tiers-Monde ». Pour nous, anarchistes, ce ne sera que par la révolution sociale. Ici et là-bas !

S. BASSON (Groupe Makhno)

Nationalisations ou appropriation collective

Nationalisation et étatisation

« La gauche nationalise, la droite étatisé » : cet axiome émis récemment par un leader socialiste laisse pensif. Comme si Mitterrand n'allait pas contrôler, comme Giscard et ses prédécesseurs en leur temps, l'évolution et les orientations des grandes entreprises et des banques nationalisées. En réalité, le processus de nationalisation, dans la plus pure lignée marxiste, est ni plus ni moins un renforcement du pouvoir de l'Etat.

Sans doute faut-il comprendre la nuance dans le rôle que le gouvernement entend faire jouer aux syndicats dans la gestion des entreprises sous contrôle de l'Etat. Et c'est toute la différence entre la gauche et la droite : les grands syndicats ont le cœur à gauche et on peut leur faire confiance pour s'intégrer sans bavure dans un processus de concertation et de cogestion qui, s'il n'amènera guère de changements pour les travailleurs, aura le mérite d'empêcher les revendications dans l'étau des contraintes économiques de la concurrence !

Car l'unique raison des nationalisations n'est pas de faire cesser les abus du capitalisme, de socialiser les entreprises, mais bien de donner les moyens d'orienter l'économie, de dynamiser la production et de faire des entreprises nationalisées les secteurs de pointe, en particulier à l'exportation, de l'activité industrielle (voir Renault). La préoccupation est donc uniquement économique,

dans la logique du profit capitaliste, de même que la relance de la consommation, avec ses relents de socialisme bienveillant, n'a pour but que l'équilibre du marché intérieur.

Institutions contre nationalisations

Même si des raisons plus obscures (de haute stratégie !) avaient amené « jadis » la rupture de l'union de la gauche, c'est tout de même sur ce projet des nationalisations que la crise avait éclaté. C'est dire l'importance de cet objectif et les tensions qui peuvent exister à ce sujet. Tout d'abord la résistance institutionnelle et patronale depuis le 10 mai : fuite de capitaux, transferts d'actions, palabres interminables à l'Assemblée nationale et au Sénat, pour finir avec l'avis du Conseil constitutionnel qui estime insuffisante l'indemnisation des actionnaires et renvoie le débat à son point de départ.

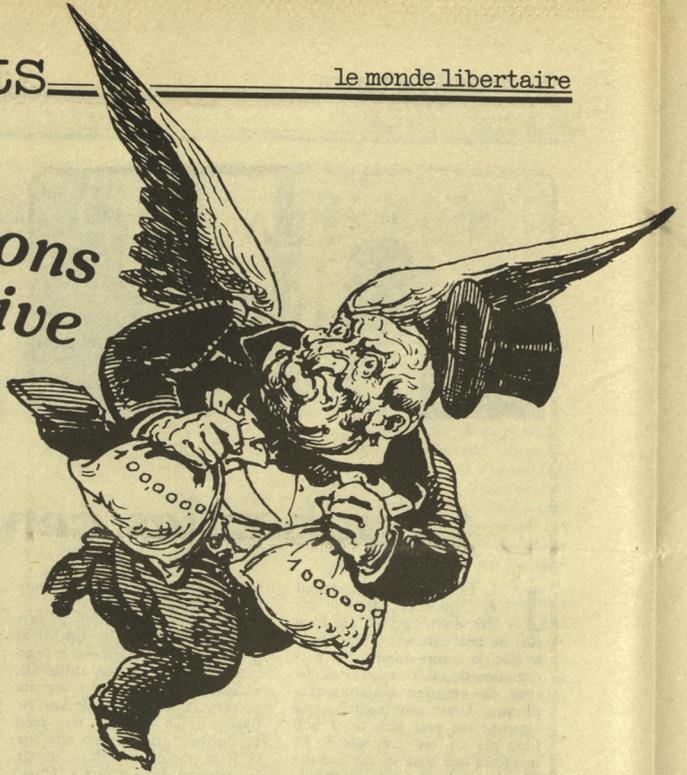
Ce n'est plus 28 milliards que nous devons verser aux parasites de la Bourse, mais 35 milliards de francs. Et cela par décision d'un ramassis de politiciens nantis par nos soins d'une confortable retraite pour « service rendu à la France », puisqu'ils ont participé, aux plus hautes instances, à notre exploitation. Giscard n'a pas fini de nous emmerder.

On parle beaucoup, à cette occasion, des petits actionnaires. Moi, j'ai beau laisser 100 balles sur ma table pendant six mois,

au bout du compte, il y a toujours 100 balles et en plus leur pouvoir d'achat a baissé ! Eux, ils font « travailler » l'argent. J'aimerais bien voir un billet travailler ! En vérité, les porteurs d'actions, qu'ils spéculent ou pas, qu'ils soient gros ou petits, n'ont pas à être indemnisés. La propriété, c'est le vol ; l'actionnariat, c'est l'esclavage ! La Bourse est un symbole du capitalisme, c'est aussi sa réalité la plus infâme : la spéculation (économique et politique) fait de nous des marionnettes et des citrons à presser. Et nous allons indemniser ceux qui participent à cette saloperie ? Qu'ils crévent ! Eh, travailleur de chez Renault, Saint-Gobain ou autres, toi aussi tu n'aurais pas quelques actions qui traînent, distribuées généreusement par ton patron ? C'est le moment de les brûler avant qu'elles ne te tournent la tête. Nous sommes tous des spéculateurs en puissance, prévenons la tentation !

Changement social par les institutions : une utopie malsaine

La conquête du pouvoir de l'Etat par l'avènement du socialisme est un mirage qui a la peau dure. Comme bien d'autres éléments, les nationalisations en cours sont une preuve éclatante de l'impossibilité d'une transformation radicale de la société par les voies institutionnelles, même progressivement. Projet timide, ne remettant en cause



ni le système capitaliste ni la structure hiérarchisée des entreprises, les nationalisations voient se développer une résistance tous azimuts : qu'est-ce que ce serait pour des mesures plus révolutionnaires ? A ce propos, les 35 milliards que le gouvernement va généreusement distribuer, où vont-ils aller sinon grossir les capitaux d'autres entreprises, qui deviendront ensuite si importantes que le gouvernement envisagera de les nationaliser... Chafne sans fin où les dindons de la farce, c'est nous !

Ceci confirme le bien-fondé des positions anarchistes en matière d'émancipation économique et politique : seul un processus révolutionnaire viendra à bout

du système capitaliste. Nous n'aurons pas besoin de tant de discours, de déboursier le moindre centime pour nous approprier les usines et détruire les banques. Nous n'aurons pas besoin de compter avec une légalité qui est celle de nos exploités pour gérer, par nous-mêmes, les activités d'une société qui ne sera plus basée sur le profit, la balance commerciale et le PNB, mais sur nos besoins et notre épanouissement. Il n'y aura plus alors de Conseil constitutionnel, parce que nous n'entretiendrons pas les fossoyeurs de notre liberté. Mitterrand, ta retraite n'est pas assurée !

Robert

L'ADMINISTRATION DE L'ETAT

C'EST devenu une banalité de dire que si l'on prend la société humaine dans son ensemble, elle est profondément non-étatique. Mais il n'en est pas moins vrai qu'elle est scindée en un certain nombre d'ensembles sociaux qui, eux, sont administrés par des Etats. L'origine de l'Etat se trouve dans la recherche de domination, dans la recherche du pouvoir. L'Etat n'est qu'un moyen d'établir ce pouvoir et de faire durer, dans le temps, cette domination.

L'ambiguïté des Etats réside dans le fait qu'ils sont simultanément moyens de domination (individuelle ou de classe) et moyens de gestion et d'administration d'ensembles sociaux déterminés géographiquement.

C'est cette fonction d'« administration d'un ensemble social » qui fait que le réformisme social et les tendances du mouvement ouvrier qui, dès le départ, n'ont pas fermement rejeté les modalités de l'organisation bourgeoise, à savoir : le mode hiérarchique et donc étatique, entrent de façon presque automatique dans un processus de collaboration de classes et de concertation qui ne fait que permettre à la société capitaliste de s'adapter à ses contradictions, de neutraliser ses tendances à l'éclatement quand elles deviennent dominantes. Soit, finalement, de désamorcer tout processus révolutionnaire.

Il en est ainsi du Parti socialiste français. L'Etat étant le moyen dont il veut se servir pour transformer la société, le PS doit tout d'abord le transformer, le perfectionner afin de le rendre plus fiable. Cela est le rôle de tout ce que l'on entend par « décentralisation » et « déconcentration des pouvoirs ». Mais au-delà des objectifs de transformation de la société propres aux socialistes, pour ceux-là l'Etat reste un moyen d'administration sociale, et donc garde un aspect qui le situe au-delà du problème des classes sociales : il lui faut composer avec chacun des acteurs sociaux, d'une façon purement technique et sans parti pris.

L'Etat ne peut donc imposer la volonté d'une classe sociale à l'égard d'une autre que par un processus de dictature, ainsi que cela se fait dans les

pays qui se proclament communistes. Mais si l'on refuse cette forme d'administration sociale, l'Etat ne peut que concilier les points de vue contradictoires des différents groupes sociaux qu'il gère. Autrement dit, il devient un instrument de conciliation et de fabrication de consensus, quelles que puissent être, par ailleurs, l'idéologie, les croyances et autres justifications des acteurs que sont les individus qui forment le personnel politique.

Qu'il soit socialiste ou non, l'Etat est là pour veiller au partage d'un gâteau. Peu importe l'égalité ou l'inégalité des parts à distribuer. Plus le gâteau sera important, moins les tensions internes entre les différents affamés, entre qui il doit être réparti, seront importantes. Donc, pour établir le consensus qu'il gère, l'Etat doit essayer d'obtenir ou garantir le maximum de richesses possible. Ce qui implique le nationalisme et la concurrence, la lutte entre les Etats dont la guerre n'est que l'un des multiples aspects. L'idée de nationalité implique l'idée d'Etat, de la même façon que l'existence même de l'Etat implique une pratique nationaliste. Et qui dit nationalisme dit que l'on considère les ensembles de populations pris, toutes classes confondues, en fonction de l'unité géographique de référence.

Ainsi, quels que puissent être leurs projets sociaux et politiques, les socialistes ayant les rênes du pouvoir politique sont contraints à une pratique nationaliste. C'est pour cette raison qu'un certain nombre de leurs réalisations semblent plus dirigées au profit du patronat qu'à celui de la classe ouvrière. L'actuel des dirigeants PS qui déclarent qu'il est dépassé de parler de « patrons » et qu'il faut dire désormais « chefs d'entreprises » et réhausser leur image dans le public n'est qu'une astuce, justement. C'est-à-dire ne fait que traduire leur embarras : il s'agit de réduire les membres de la classe dominante à leur seule fonction, niant ainsi la lutte des classes elle-même.

Au-delà des mots, le PS apporte beaucoup de choses aux patrons. En bon comme en mauvais. Tout d'abord, les nationalisations, au-delà des problèmes d'indemnisation qui sont mineurs, permet-

tent la formation de super-ensembles économiques, ce qui modifie la structure interne de l'appareil productif et économique : il s'agit d'une accélération du processus de monopolisation. Toujours au-delà du discours qui n'est que du vent, les nationalisations sont un moyen d'accélérer les réformes qu'avait entreprises Barre en voulant « écrémer » l'économie française. Les petites et moyennes entreprises, par la disproportion croissante entre leurs capacités productives et celles de ces ensembles géants, sont de plus en plus condamnées. Les petits patrons ne sont peut-être pas contents, mais cela fait le bonheur du grand capitalisme pour qui ces petites unités de production étaient un handicap plutôt qu'autre chose.

Un autre point très important en ce qui concerne le patronat est le changement de statut des organisations syndicales par rapport à l'Etat et donc aussi par rapport à eux. En effet, si les organisations syndicales ont toujours été, dans les entreprises nationalisées, combattives et à la pointe de revendications d'avantages sociaux pour les travailleurs, avec l'arrivée de la gauche au pouvoir, il se produit une mutation qui n'est pas sans importance : d'instruments de lutte contre l'Etat, les syndicats deviennent des moyens pour l'Etat d'imposer ses vues aux travailleurs et au patronat.

Car en effet, si la nouvelle situation des syndicats peut permettre au gouvernement de faire pression sur le patronat qui s'oppose à sa volonté, elle peut permettre également au même gouvernement de freiner les revendications que peuvent présenter les salariés. En ce sens, et par rapport à la fonction étatique de gérer le consensus entre classes sociales, on peut dire qu'ils deviennent des alliés non-négligeables pour le patronat.

La nouvelle attitude du CNPF par rapport à la gauche au pouvoir et le plébiscite de Delors par les patrons, ne sont pas un fait du hasard. Toutefois, la petite note intéressante qu'il faut voir au-delà du roman d'amour actuel entre le PS et les patrons, est l'intervention grandissante de l'appareil d'Etat dans la vie économique du pays.

Serge (Groupe Deuil-Montmagny)

D
premiè
té du p
Géné
te de l'
que la
blème
social-
d'homie
En de
Corse
justesse
La C
France.
cinquar
aux nou
bres et
de Toul
à son t
pire col
14-18, p
en pert
auxque
conomi
possibi
rées, o
triano d
la Cors
plus loi
du désa
jours s
internat
à avoir
à peu p
Tandi
blée, où
se, on s
été. Ici
Les aut
faire le
conten
particul
balayer
port ave
Les c
rassemb
du sang
pour ce
vous fai
un empl
politiqu
tonner c
tinent n
il n'y a
Le sys
fait son
les chefs
conserv
On co
autonom
semblée
n'a aucu
mince et
Deferre,
rieur, co
le, « la
que Bas
de la str
ça deven
Au ca
compète
définies.
pre initia
de modi
signifie q
maintenu
dans le s
rêt de la
une inter
Question
sur la Co
dépendar
Deferre :
velle. Les
tantôt bri
de se révé
La déc
dans le n
putes de
vite la po

UN STATUT PARTICULIER POUR LA CORSE ?

DE toute sa longue histoire, la Corse, ce rocher stratégique en Méditerranée ayant subi toutes les conquêtes coloniales possibles et ne s'y étant jamais résignée, se trouve pour la première fois confrontée à ce qui se voudrait être une générosité du pouvoir central.

Générosité ou contrainte du pouvoir de se résoudre à tenir compte de l'insularité ? Rigidité du libéralisme jacobin qui a fait la preuve que la manière forte ne pouvait qu'amener à résoudre le dit problème corse dans le sens de l'indépendance, et puis souplesse d'une social-démocratie aux accents décentralisateurs, réminiscences prouhonniennes ?

En deux mots, la crise de l'identité culturelle et économique de la Corse en était arrivée à tel point que le carnage a été repoussé de justesse.

La Corse a été conquise militairement il y a deux siècles par la France. Le ciment napoléonien est venu opportunément effacer les cinquante années de guérilla qui opposèrent les habitants de l'île aux nouveaux pacificateurs, qui pendaient les résistants dans les arbres et les envoyaient mourir par bateaux entiers dans les cachots de Toulon. La Corse vaincue fut ensuite un réservoir d'hommes qui, à son tour, allait servir la France dans la construction de son empire colonial et le renforcement de son administration. La guerre de 14-18, pendant laquelle elle fut le département ayant le plus souffert en pertes humaines — 30 000 hommes sur 300 000 habitants — auxquelles il faut ajouter les départs massifs, signa la fin de l'économie insulaire. Sans moyens, ni débouchés, plus rien n'était possible, en particulier pour l'agriculture. De 31% de terres labourées, on est passé, en 1948, à 2%. Et en un demi-siècle, à contrario des autres îles de la Méditerranée qui se sont développées, la Corse a perdu près de 50% de sa population. Sans aller plus loin dans le constat et pour prendre conscience de l'étendue du désastre, il suffit de penser à l'image du retraité finissant ses jours sur sa terre natale. Pour les spéculateurs du tourisme international, il ne s'agissait plus que de quelques années de patience à avoir pour enfin mettre le grappin sur ce qui reste de la seule forêt à peu près intacte en Méditerranée.

Tandis que le Sénat vient de repousser la loi votée par l'Assemblée, où moins d'un dixième des députés étaient présents... en Corse, on se prépare déjà à l'éventualité des élections régionales en été. Ici comme ailleurs, la lutte pour le pouvoir va battre son plein. Les autonomistes qui visent à être en meilleure position tentent de faire le plein dans leurs rangs. A première vue, ils ne sont pas mécontents du projet qui ne leur semble pas être assez complet, en particulier sur le plan de l'autonomie et des finances. Et ils espèrent balayer la force qui pourrait toute idée de développement en rapport avec les caractéristiques de l'île, les clans.

Les clans sont le refuge ancestral des familles villageoises qui se rassemblent autour d'un protecteur et lui restent fidèles. Si le lien du sang s'est estompé avec le temps, on vote toujours par famille pour celui qui peut, de son bureau parisien ou par ses relations, vous faire obtenir la pension désirée, la route qui vient à votre porte, un emploi pour l'enfant. L'élite a donc sa clientèle pour qui les idées politiques du parti représenté restent secondaires. Il ne faut pas s'étonner outre mesure que « le raz-de-marée » socialiste sur le continent n'a pas passé la côte d'Azur, la Corse est la seule région où il n'y a aucun député socialiste.

Le système des clans a toujours satisfait l'Etat jacobin qui en a fait son relais privilégié. En symbiose avec le pouvoir du moment, les chefs de clans s'accommodent de toute étiquette, pourvu qu'ils conservent de bonnes relations à Paris.

On comprend mieux le peu d'hésitations du PS à satisfaire les autonomistes qui pourront ainsi s'attaquer, par le biais d'une assemblée régionale, aux chefs de clans, lorsque l'on sait que ce parti n'a aucun poids en Corse ou presque. Sa base militante y est très mince et il ne doit pas avoir de nombreux rapports avec les clans. Defferre, le tenant du projet de régionalisation et ministre de l'Intérieur, connaît bien le problème corse puisqu'il est maire de Marseille, « la capitale de la Corse ». Marseille compte autant de Corses que Bastia et Ajaccio réunies. Defferre veut, en contre-partie, la fin de la stratégie de la tension en Corse, mille attentats par années, ça devenait trop.

Au cas où le statut serait accepté, qu'est-ce qui changera ? Les compétences de l'assemblée de région et celles de l'Etat sont mal définies. Le fait que l'assemblée régionale « peut adresser de sa propre initiative ou à la demande du Premier ministre des propositions de modifications ou d'adaptation des dispositions législatives », ne signifie pas l'existence d'une autonomie réelle, mais la dépendance maintenue par rapport à l'Etat. Des membres de l'opposition voient dans le statut particulier un pas de plus vers l'indépendance et l'arrêt de la violence comme une tactique momentanée. Defferre, dans une interview au magazine corse *Kyrn*, explique ses intentions :

Question : On reproche au gouvernement d'avoir lâché trop de lest sur la Corse, on l'accuse même d'ouvrir largement les portes à l'indépendance. Y a-t-il dans ces affirmations une part de vérité ?

Defferre : « En agissant ainsi, le gouvernement crée une situation nouvelle. Les Corsés n'auront plus le sentiment d'être tantôt oubliés, tantôt brimés par le gouvernement central. Il n'auront plus de raison de se révolter contre Paris. »

La décentralisation n'est pas le fédéralisme et il est tort probable, dans le meilleur des cas, que cette assemblée sera un lieu de disputes de morceaux de pouvoir et de joutes oratoires qui laisseront vite la population.

Groupe FRESNES-ANTONY

Les socialistes et la décentralisation

DEPUIS l'arrivée au pouvoir de la coalition socialo-communiste, nous entendons beaucoup parler de décentralisation ; nous avons même eu droit, en la personne de ce vieux politicien retors qu'est Defferre, à un ministère de la Décentralisation.

En fait, que recouvre cette décentralisation ? Ce projet de loi s'applique à trois niveaux différents : la commune, le département, la région.

Nous allons voir quels sont les principaux points de réforme pour chacun de ces trois niveaux.

La commune

- Toutes les tutelles exercées a priori en matière administrative et budgétaire sont supprimées ;

- les délibérations et arrêtés pris par les autorités communales sont exécutoires de plein droit ;

- le conseil municipal peut prendre toutes les mesures nécessaires à la protection économique et sociale de la population, à condition que ces mesures restent dans le cadre du plan.

Il n'existe donc plus de contrôle a priori, mais il est instauré a posteriori et exercé par le préfet. Le préfet peut déférer devant le tribunal administratif les actes qu'il « estime » illégaux. Le préfet examine le budget de chaque commune et lorsque celle-ci vote un budget qu'il ne pense pas être en équilibre, il saisit la chambre des comptes (créée maintenant dans chaque région) qui propose des mesures nécessaires au rétablissement de l'équilibre et les soumet de nouveau au conseil municipal. A défaut de redressement par celui-ci, le budget sera fait par le préfet sur avis motivé de la cour des comptes.

Tout ceci s'accompagne, pour les élus « fautifs » d'une échelle de peines pouvant aller jusqu'à la révocation par le gouvernement. Ces dispositions sont étendues aux groupements de communes.

Le département

- Le président du conseil général devient l'organe exécutif du département. Le pouvoir exécutif est donc confié à un élu. Le bureau du conseil général participe également à ce pouvoir exécutif ;

- le président du conseil général dispose pour ses nouvelles fonctions du personnel existant qui se trouve actuellement dans les services départementaux et des personnels de l'Etat. Il reste à savoir quelles seront pour ces travailleurs les conditions de travail dont ils disposeront (garderont-ils les mêmes avantages et les mêmes possibilités d'avancement ?) ;

- une disposition prévoit que le conseil général peut mettre fin aux fonctions du président lors de l'examen du projet de budget.

Que fait donc le préfet, devenu pour les besoins de la terminologie socialiste commissaire de la République ? : il représente chacun des ministres et assure la direction des services de l'Etat dans le département. L'autorité du préfet sur les services de l'Etat dans le département sera nettement renforcée par rapport à ce qu'elle était. Ses pouvoirs dans le domaine économique en général et dans le domaine de l'emploi seront beaucoup plus importants. Le préfet recevra tout le

pouvoir pour décider sur place des actions de l'Etat. Les dossiers ne seront plus envoyés à Paris, mais seront examinés au niveau départemental.

Le préfet exerce, là aussi, un contrôle a posteriori en saisissant le tribunal administratif ou la chambre régionale des comptes. Tout comme pour le conseil municipal, le gouvernement peut décider la dissolution du conseil général. Le Parlement devra être informé dans les plus brefs délais.

l'intermédiaire de leur représentant, le préfet) sont les mêmes, sinon augmentés. Le préfet n'a-t-il pas le droit de sanctionner (ou de proposer au gouvernement de sanctionner) les élus réputés « fautifs » ? Ces sanctions pouvant aller jusqu'à la révocation, où est donc la sacro-sainte démocratie lorsqu'un gouvernement peut, selon son bon vouloir, révoquer des élus du peuple ?

Ceci n'est qu'une facette, mais il existe aussi le problème du



Madame Yvette Chassagne - préfet du Loire-et-Cher.

La région

Les dispositions applicables aux régions sont en gros les mêmes que celles applicables aux départements.

La région est érigée en collectivité territoriale, ce qui amène l'organisation d'élections au suffrage universel. Les élections auront lieu en même temps que les élections municipales. Le président du conseil régional devient l'organe exécutif de la région. La région peut participer aux dépenses de fonctionnement liées au financement d'opérations d'intérêt général direct. Elle peut également engager toute dépense justifiée par la nécessité de la protection des intérêts économiques et sociaux de la population. Le préfet est le représentant de l'Etat dans la région et exerce à ce titre un rôle semblable à celui qu'il a au niveau départemental.

Pour la région tout comme pour le département et la commune, le contrôle a priori est remplacé par un contrôle a posteriori.

Devant un tel projet de loi, il nous appartient de faire entendre quelle est la position des anarchistes.

Si une première lecture superficielle peut nous amener à penser que le gouvernement socialiste va abandonner un peu de son pouvoir au profit des régions, des départements et pourquoi pas même des communes, on s'aperçoit bien vite qu'il n'en est rien. En effet, la grande innovation, qui a fait dire à certains que les préfets perdaient une grande partie de leurs pouvoirs, était la suppression de tout contrôle a priori sur les décisions, qu'elles soient communales, départementales ou régionales. Mais peut-on penser que pour cela nous allons assister à une nouvelle réalité politique où les communes, les départements et les régions pourront enfin se gérer sans trouver tous les barrages que pourra élever un Etat centralisateur ?

En regardant bien le projet de loi socialiste, nous nous apercevons qu'il n'en est rien, car les pouvoirs gouvernementaux (par

pouvoir économique. Nous savons très bien qu'il est possible d'élaborer toutes les réformes que l'on veut, de les faire voter dans ce temple qu'est le Parlement, mais qu'en fait le pouvoir appartient à celui qui détient les capitaux.

Une commune pourra toujours élaborer une politique novatrice et par exemple décider de favoriser le développement des loisirs, ceci ne pourra pas se faire sans crédits. Comme, malheureusement, à l'heure actuelle les communes ne disposent pas de revenus propres et que tout l'argent devant leur revenir transite par l'intermédiaire du Trésor public (impôts locaux, taxes sur les entreprises, etc.), nous nous apercevons que nous en revenons au même point, car le Trésor public ne pourra débloquer les fonds qu'après acceptation du budget par le préfet et par les cours des comptes régionales.

Il en est de même par rapport à la politique à mener vis-à-vis des industriels. Une commune, un département, une région pourront essayer d'imposer à des entreprises industrielles, par exemple, une meilleure protection de l'environnement par un investissement dans les moyens mis en œuvre pour lutter contre la pollution, demander à certaines entreprises de profiter des bénéfices réalisés et à venir pour créer des emplois ; mais que pourront faire ces mêmes communes, départements ou régions lorsqu'ils se verront répondre par les entreprises concernées que si on leur impose certaines mesures elles fermeront tout simplement leurs portes pour aller s'installer dans un endroit plus « hospitalier » ?

Ceci fait clairement apparaître que l'on peut toujours faire toutes les réformes que l'on veut, tant que le conflit d'intérêts qui existe entre le capital et les travailleurs ne sera pas résolu, rien ne pourra vraiment changer, la résolution de ce conflit ne pouvant passer que par la destruction du capital et de l'Etat.

Serge CANAPE
(Groupe Louise Michel)

TURQUIE

HALTE A LA REPRESSION!

C'EST le 12 septembre 1980 que l'armée a pris le pouvoir en Turquie. Cela fait si longtemps qu'on l'a presque oublié. Il a fallu le procès de 52 syndicalistes de la DISK pour nous rafraîchir la mémoire. Comme l'indifférence nous gagne rapidement.

La Turquie traversait une crise profonde. Le déséquilibre structurel de la société turque, aggravé par la crise économique, avait des proportions désastreuses. Qu'on en juge :

— alors que dans les années 72-76 le taux de croissance était de 7%, celui-ci passe à 3% pour les années 78-79, pour être négatif en 1980, des experts prévoyant un taux d'inflation de près de 100% pour 1980 ;

— une dette extérieure de 25 milliards de dollars, un déficit de la balance de paiements de 2,8 milliards de dollars pour 1979 faisaient que les recettes des exportations ne suffisaient pas à couvrir l'achat d'hydrocarbures ;

— le déficit de 3,5 milliards de KWh en 1979 devrait, d'après les mêmes experts, passer à 40 milliards en l'an 2000.

Récession économique s'accompagnant de l'inévitable cortège de licenciements et chômage, on recensait 2,34 millions de chômeurs en 1979 et ce en dehors de statistiques valables dans la mesure où, n'existant pas d'assurance chômage, on avait toujours tendance à minimiser. Quand on sait que la population, de 45 millions en 1980 devrait passer à 67 millions en 2000, que le taux d'urbanisation de 41,8% en 1975 devrait passer à 91% en 2000, on s'aperçoit tout de suite de la disparité des couches sociales et du déséquilibre énorme dans les différents secteurs de l'économie turque. Ce déséquilibre, ces antagonismes latents, la paupérisation des couches les moins défavorisées et cet environnement de misère portaient en leur sein le terrorisme et les agissements crapuleux d'agents ignobles à la solde des puissants, terrés dans l'ombre, prêts à porter un coup fatal, au moment opportun, à cette société moribonde et à prendre le pouvoir.

LE TERRORISME

Les généraux putschistes justifiaient ce coup d'Etat par la nécessité de lutter contre les actes terroristes qui, à l'époque, avaient pris des proportions inquiétantes (plus de 2 000 en 1979). Hypocrisie et tartufferie que tout cela. Dans la plupart des cas, les actes de terrorisme provenaient de l'extrême-droite. Et elle ne s'en cachait pas. Le Parti du Mouvement nationaliste de l'ex-colonel Turkes (1) avait, dès sa formation vers le milieu des années 60, adopté des méthodes terroristes. « Toute personne s'opposant à la ligne suivie par notre formation est un traître dont il serait légitime de se débarrasser en recourant à la violence. » Les méthodes terroristes employées par ce parti ne furent jamais condamnées par les autres formations de droite. Le chef du gouvernement de l'époque (1975-77), Demirel, déclarait : « Les terroristes fascistes sont d'honnêtes citoyens qui aident les forces de l'ordre dans la lutte anti-subversive. » Profitant de cette situation « explosive » et du fait qu'un gouvernement de droite tenait les rênes du pouvoir, l'infiltration d'éléments fascistes dans l'appareil d'Etat (force de l'ordre) fut menée de façon systématique. Ainsi vit le jour, avec l'aide du pentagone et de la CIA, au sein des forces armées et des services de sécurité turcs, une « organisation spéciale de contre-guérilla », spécialement destinée aux opposants de gauche.

Stratégie de la tension habilement menée, instabilité du pouvoir en place, crise économique profonde, soutien de la fraction la plus conservatrice de la bourgeoisie turque, présence efficace mais discrète de l'impérialisme américain : le décor était monté, il ne manquait plus que l'acteur principal : l'armée pouvait entrer en scène. Endiguer la violence, combattre le terrorisme, préserver l'unité du pays, éviter la guerre civile, voilà ce que proclamait la junte militaire du général Evren, le 12 septembre 1980 au soir.

BILAN DE L'ACTION « CONSTRUCTIVE » DE LA JUNTE

La période qui s'en suit est une des plus sombres de l'histoire du peuple turc. La junte au pouvoir se dote d'un arsenal des plus répressifs et tout est prévu pour qu'une seule voix se fasse entendre : celle de l'ordre. L'Assemblée nationale est dissoute, les élus locaux révoqués et remplacés par des militaires. La junte au pouvoir, pour légiférer la vie sociale, utilise la loi organique, c'est-à-dire que tout décret, toute

Liste des lieux de torture

- **ISTANBUL :**
Station de météorologie ; prison de l'Infanterie de marine ; le quartier général de la 6^e division d'Infanterie ; le quartier général de la 66^e division mécanisée.
 - **ANKARA :**
Ecole de formation de la police ; prison du 4^e corps d'armée ; Centre d'éducation et d'enseignement de la communication militaire.
 - **IZMIR :**
6^e étage de la Direction de la Sûreté.
 - **ADANA :**
La prison.
 - **DIYARBAKIR :**
Bâtiment se trouvant derrière l'immeuble du corps d'armée.
 - **KOCAELI :**
550^e détachement de roquette ; caserne du régiment mécanisé de la 2^e division.
 - **SAMSUN :**
Poste de police.
 - **TRABZON :**
Direction de la sécurité routière.
 - **MERSIN :**
Salle des sports.
 - **TARSUS :**
Palais de la Bourse ; usine de coton Rasim.
 - **CANAKKALE :**
Le Radar automatic Nadge du 1^{er} groupe de contrôle aérien.
 - **GIRSESUN :**
Le nouveau palais de police ; la direction de la circulation routière.
- Et puis aussi à VAN, à AYDIN, à SOKE,...

décision, tout communiqué doivent être considérés comme une modification à la Constitution. Pour faire taire toute contestation, la junte interdit les partis politiques. Les dirigeants et militants du Parti socialiste ouvrier de Turquie et du Parti ouvrier de Turquie sont poursuivis. Les travailleurs sont arrêtés (on en compte près de 150 000). La DISK (confédération syndicale) est interdite, 52 militants risquent la peine de mort. La répression contre les minorités s'intensifie, l'ancien maire de Diyarbakir risque 15 ans de prison pour le simple fait d'avoir parlé kurde avec ses administrés. La garde à vue, de 48 heures, est passée à 90 jours. La torture est devenue pratique courante (selon les sources : 50 à 150 morts). Les condamnations à mort tombent selon les fantaisies des brutes kakis, les opposants au régime d'Ankara, réfugiés à l'étranger, sont déçus de leur nationalité.

Le bâton ne suffisant pas, il faut également contrôler les esprits et intoxiquer les masses. Aussi on supprime la liberté d'expression (après avoir supprimé la liberté tout court). L'ensemble de la presse est muselée, la censure et l'occultation sont de rigueur. Un général est nommé directeur de la radio-T.V., un autre directeur de la Direction générale de Presse-Publication, un troisième se trouve à la tête de l'agence de presse officielle : l'AA.

On le voit, la junte militaire au pouvoir viole depuis plus d'un an les droits de l'homme les plus fondamentaux.

POLITIQUE ECONOMIQUE

Il ne faut pas croire cependant que le général Evren soit là par hasard, qu'il soit — lui et sa clique de brutes galonnées — une entité indépendante et autonome coupée de tout support économique. Bien au contraire. Compte-tenu de l'existence de frontières communes avec l'URSS, de sa situation géographique et stratégique de première importance, la Turquie bénéficie du soutien sans faille des gouvernements occidentaux. La politique économique imposée par le FMI s'inspire des thèses monétaristes les plus conservatrices, préférant la stabilité monétaire au développement industriel du pays, sans se soucier du démantèlement de la chétive industrie turque et des conséquences inéluctables pour les travailleurs. Une poigne de fer sera là pour les mater !

QUELLE RIPOSTE ?

Les informations venant de Turquie sont assez rares et bien souvent contradictoires, quand elles ne sont pas mensongères. Il faut dire que la presse occidentale se soucie fort peu de ce qui se passe là-bas. La presse se tait. La Turquie fait partie de ce qu'on appelle le « monde libre », au même titre que l'Espagne, le Guatemala ou l'Argentine. Pays qui se sont tous indignés de la répression sauvage qui s'abat sur les travailleurs polonais, mais qui se taisent sur les leurs. Il est de bon ton de hurler quand il s'agit des pays de l'Est, mais il ne faut surtout pas s'ingérer dans les affaires d'un pays ami. « En Turquie ?... mais c'est la liberté !... », vous diront tous les démocrates bon teint bon genre.

Les organisations syndicales internationales et européennes (FSM, CMT, CISL, CES...) ont envoyé des messages de protestations au gouvernement d'Ankara. En France, syndicats et partis n'ont pas fait beaucoup mieux, et ce, chacun de son côté. Comme si un télégramme pouvait arrêter la main du bourreau !

La situation, conséquence de la dépendance à l'impérialisme américain, à l'atlantisme, pourrait mener la Turquie vers une aggravation de la crise. La junte n'est capable de résoudre, de façon durable, aucun des problèmes auxquels le pays se trouve confronté. L'objectif poursuivi par l'armée est de continuer à détenir la réalité du pouvoir, même si elle est amenée à procéder à une passation des pouvoirs aux civils.

On le voit, les travailleurs turcs n'ont rien à attendre de quiconque. Le seul appui qu'ils sont en droit d'attendre, c'est celui du mouvement ouvrier international, et ce, en se méfiant des faux-frères, car au nom de la solidarité internationale des travailleurs, l'URSS profiterait bien de l'occasion, histoire de réécrire Yalta et de faire oublier la Pologne.

A nous, donc, travailleurs des pays dits libres, d'organiser la solidarité effective et de faire preuve d'ingéniosité. Frapper les travailleurs turcs, frapper les travailleurs polonais, c'est frapper un peu nous-mêmes, c'est frapper les travailleurs du monde entier. Nous ne pouvons tolérer cela.

Joël SAINTIER

(1) Turkes Alpaslan : allié des nazis pendant la dernière guerre mondiale, il fut l'auteur du coup d'Etat du 27 mai 1960. Adhéra au Parti républicain paysan national dont il accapara la présidence grâce à la tactique de l'infiltration et du débâchage. Il fut appuyé solidement par la religion. En 1969, le parti adopta le nom de Parti du Mouvement nationaliste. Ce mouvement était renforcé par une organisation de jeunes : L'Association de la Jeunesse idéaliste qu'on surnomme « Les Loups gris ». (Ali Agca, l'homme qui a tiré sur le pape, était très très proche des Loups gris.)



c'est la « paix sociale » qui règne en Turquie.

Liste des organisations fascistes turques en France

- Centre culturel Turc à Paris ;
- Association des Travailleurs idéalistes et nationalistes turcs à Paris ;
- Association culturelle et d'entraide des Travailleurs turcs à Paris et région.

Un tortionnaire à l'Elysée

L E lundi 25 janvier, le général Zia-ul-Hag a été reçu à l'Elysée. François Mitterrand est le premier chef d'Etat occidental à recevoir le général Zia depuis l'instauration de la loi martiale au Pakistan en juillet 1977.

Quelle différence y a-t-il entre la loi martiale imposée par le général Zia et la loi martiale imposée par Jaruzelski ? Aucune ! Elles servent toutes les deux à maintenir la population sous la dictature militaire, et nous les condamnons toutes. Mais cet hypocrite de Mitterrand semble approuver les crimes du général Zia. Quand rejoindra-t-il son camarade Marchais dans l'approbation du coup de Varsovie ?

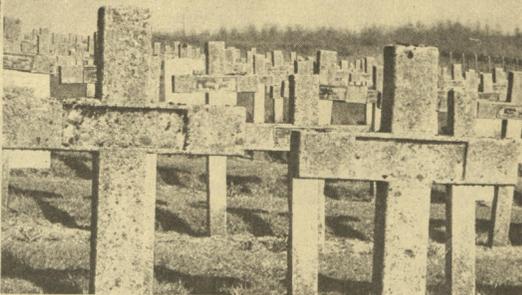
Amnesty international déclare aujourd'hui, mercredi 13 janvier 82, que l'emprisonnement, la torture et les exécutions de prisonniers politiques deviennent plus fréquents au Pakistan, car les autorités ont enlevé aux cours civiles leurs pouvoirs en matière de protection des droits humains.

Dans un nouveau rapport, Pakistan : dégradation de l'Etat de droit, l'organisation internationale attire l'attention sur l'arrestation de milliers de personnes pour avoir simplement exprimé leurs opinions et sur l'exécution chaque année de centaines de personnes dont quelques prisonniers politiques.

Alors que se produisent depuis des années des atteintes aux droits de l'homme dans le pays, la situation s'est encore détériorée, spécialement au cours de l'année passée. Un stade décisif de l'érosion des pouvoirs des cours civiles fut atteint en mars 1981 avec un amendement à la Constitution qui annulait les effets de la Constitution de 1973 et ses garanties des droits fondamentaux.

Cet amendement interdit aux cours civiles de réviser les décisions des autorités militaires et met un terme à toute indépendance du système judiciaire. La plupart des prisonniers politiques civils sont jugés sommairement par des tribunaux militaires, présidés par des officiers et non par des juges indépendants. La plupart des accusés ne sont pas autorisés à recourir aux services d'un avocat. Il n'existe pas de possibilité d'appel. Les accusés sont parfois jugés à huis clos à l'intérieur même de la prison.

Les tribunaux militaires peuvent infliger des peines de prison, de flagellation ou la peine de mort. Ils ne sont pas tenus de justifier leurs verdicts.



Selon ce rapport, la torture est systématiquement pratiquée au Pakistan. Amnesty international a recueilli des dizaines de témoignages détaillés : coups, brûlures de cigarettes, chocs électriques ont été, pour certains, confirmés par des examens médicaux pratiqués sur les anciens détenus.

Le rapport décrit le cas de dix prisonniers ayant succombé à la torture dans les locaux de la police entre janvier 1980 et août 1981 ; trois d'entre eux étaient des prisonniers politiques.

Le rapport explique qu'il est difficile d'évaluer le nombre de prisonniers politiques à un moment donné parce qu'il semble courant d'arrêter de nouveau un ancien prisonnier après sa libération. Pourtant, en un seul mois — mars 1981 — environ 6 000 personnes ont été arrêtées pour des motifs politiques. Amnesty international signale un certain nombre de cas où la police, n'ayant pas trouvé des personnes recherchées pour des raisons politiques, a arrêté leurs femmes ou d'autres membres de leurs familles.

De nombreux prisonniers politiques sont arrêtés sans mandat ou sans qu'aucun motif ne soit donné. D'autres ont été inculpés pour avoir « tenu des propos nuisibles » ou « lancé des mots d'ordre contestataires. » Le rapport comprend une liste de 193 personnes condamnées pour délit politique à des peines de prison ou de flagellation depuis que les militaires ont pris le pouvoir.

Toute activité politique ou syndicale normale est interdite. La plupart des milliers de prisonniers politiques sont considérés comme prisonniers d'opinion par Amnesty international — des hommes et des femmes emprisonnés pour avoir exercé leurs droits fondamentaux sans avoir prôné ni utilisé la violence.

Il n'existe pas de décompte officiel des exécutions capitales, mais la sentence de mort a été prononcée beaucoup plus fréquemment depuis le gouvernement militaire a pris le pouvoir en 1977, avec un nombre toujours plus important de peines de mort infligées à des civils par les cours militaires. Le 1^{er} mars 1979, le président Zia Ul-Hag a déclaré que « presque 400 personnes ont été pendues au Pakistan pendant les 18 derniers mois. » Presque toutes avaient été reconnues coupables de crimes. A la fin de 1981, quelques 1 250 condamnés à mort ont été recensés dans le Punjab seul, qui comprend près de la moitié de la population du Pakistan. Les chiffres ne sont pas connus pour les autres régions.

Le rapport, qui a été soumis au gouvernement pakistanais avant sa publication, comprend des recommandations détaillées pour la restauration des droits fondamentaux.



Chronique d'Argentine

E TAT de siège continu, crise économique galopante, suspension des activités publiques des partis, suppression du droit de grève, intervention étatique dans divers syndicats, maintien de l'ancienne caste dirigeante péroniste dans les autres organisations ouvrières. Médias livrés au monopole total de l'Etat, silence officiel sur les milliers de disparus, prisonniers politiques incarcérés sans jugement, universités vides d'étudiants actifs, changement dans les hautes sphères de la junte militaire, le président, les ministres, les gouverneurs, etc., incapables de changer le mépris et l'incrédulité de la population à leur égard. Incertitude sur les échéances concernant la restauration démocratique, tentatives d'amélioration de l'image du pouvoir dominant avec des annonces de mesures d'austérité, de privatisation d'entreprises d'Etat, d'économies budgétaires, intervention croissante de civils soumis au « processus » actuel de « réorganisation nationale », retournements dans la politique financière et monétaire, plus grand rapprochement avec les Etats-Unis au niveau de l'alignement continental et international. Censure visible des moyens d'expression, autocensure générale liée aux circonstances, proclamations officielles de « libéralisme » économique alors que l'interdiction de rénovation des conventions collectives se maintient. Gel des salaires et retraites, augmentation périodique des impôts et des prix, inquiétude générale face à une réalité qui montre ses effets dans la chute du pouvoir d'achat, le chômage, le sous-emploi, la sous-alimentation, la désertion scolaire, l'exil des scientifiques, des cadres, des techniciens et de la main-d'œuvre qualifiée.

Telles sont, entre autres, quelques caractéristiques de la situation politico-sociale que traverse l'Argentine. Chacun de ces aspects mériterait une analyse détaillée qui permettrait de chiffrer les facteurs produisant la situation actuelle de l'Argentine, sans pour autant aborder les

causes de cette dictature — à rechercher dans le retour désastreux du péronisme des années 1973, et sa chute en mars 1976.

Pour expliquer les situations vécues dans le pays jusqu'au début 1981, les rapports émis par la Fédération libertaire argentine sont éclairants (spécialement celui écrit en janvier 1981). Il abordait divers thèmes, tels que : attente actuelle ; héritage et présent social ; caractéristique globale du « processus » actuel ; réalité politique ; réalité économique ; situation syndicale ; éducation et culture ; revendications insatisfaites ; différents frontaliers avec le Chili.

De mars à décembre 1981, l'ex-commandant en chef de l'armée, le général Viola, fut président, désigné par la junte militaire. Son équipe de ministres voulut, sur le terrain économique, renverser l'échec politique antérieur de Martinez de la Hoz, mais ses recettes ne furent pas meilleures (le dollar financier USA sextupla sa valeur en pesos argentins). Bien entendu, tant Martinez de la Hoz que Sigaut, son successeur au ministère de l'Economie, furent couverts par la junte militaire. Peu de jours après avoir souffert d'une crise cardiaque, le général Viola — malgré sa réticence — fut destitué par la junte qui a désigné pour sa succession le commandant en chef de l'armée, le général Galtieri (lequel est toujours en place et appartient également à la junte militaire). La nouvelle étape du dit « processus » (de fascisation !) compte actuellement sept ministres civils et trois militaires ; les civils sont tous connus pour leur filiation conservatrice. Et dans son discours « d'intronisation », le général Galtieri a reconnu l'usage du pouvoir des forces armées, ainsi que le manque de consensus populaire, tout en promettant des mesures draconniennes de compression du budget de l'Etat, d'austérité, etc. ; pas une seule mention dans son discours de l'échéance d'institutionnalisation démocratique, malgré la position unanime des secteurs politiques, corporatifs,

syndicaux, journalistiques. Pas un seul mot sur les détenus sans procès, rien non plus sur le sort des disparus. Sa prestation télévisée a été remarquée par contre, pour les termes autoritaires employés, selon le quotidien conservateur *La Nación*, par un « habitude au jargon des casernes » !

Laissons pour d'autres chroniques le traitement de sujets si importants comme la situation du mouvement ouvrier, les forces politiques en présence, l'éducation, la position de l'Eglise catholique, la culture, et bien d'autres encore.

Les chiffres officiels du pourcentage d'augmentation de l'indice des prix à la consommation depuis sept ans reflètent une cruelle réalité :

- 1975 : + 335,1% ;
- 1976 : + 347,5% ;
- 1977 : + 160,4% ;
- 1978 : + 169,8% ;
- 1979 : + 139,7% ;
- 1980 : + 87,6% ;
- 1981 : + 131,3%.

Malgré les restrictions légales et d'autres difficultés, les partis politiques, les organisations syndicales, les entités les plus diverses, et les personnalités « de taille » du monde intellectuel formulent des déclarations critiquant fortement le régime actuel qui ne compte que sur la seule adhésion de petits groupes politiques et patronaux compromis dans le « processus ». Il faut reconnaître que le pouvoir a réussi à éliminer le terrorisme grâce à une répression sauvage justifiée par les militaires comme un effet de la « guerre sale ». Mais des nécessités criantes s'imposent : résoudre la situation des prisonniers et des disparus, mettre fin à l'état de siège, rétablir les droits individuels d'association, de libre expression, etc., accélérer la marche vers une véritable « normalisation » démocratique. Tout ceci, jusqu'à maintenant, n'a pas de réponse satisfaisante dans les sphères du pouvoir.

Une prochaine fois, nous vous informons des conditions dans lesquelles se développe le mouvement libertaire dans le pays.

LES 4, 5 et 6 janvier 1891 se tint, à Capolago, en Suisse, tout près de la frontière italienne, un congrès socialiste, le premier depuis le congrès de Rimini en 1873, qui réunissait à la fois des anarchistes et des socialistes révolutionnaires. A l'origine de cette initiative, qui donnait naissance au « Parti socialiste anarchiste révolutionnaire », Malatesta et Merlino. Ce congrès voit le jour après une très longue période pendant laquelle, soit à cause de la réaction, soit par la méfiance manifestée par des camarades envers toute sorte d'organisations, tout travail organisationnel était délaissé et même combattu. Le congrès, au travers des problèmes qu'il aborde, et des débats auxquels il donnera lieu en dehors des frontières italiennes, marque le réveil d'une action anarchiste spécifique et fixe le cadre pour une orientation nouvelle du mouvement pour les années à venir. A Capolago, tous n'étaient pas anarchistes du fait que les organisateurs s'étaient adressés aux autres composantes révolutionnaires du mouvement socialiste italien dans le but de réaliser une unité d'action pour contrer la propagande légaliste et parlementaire des socialistes à la Turati. Ce qui n'empêchera pas Merlino de constater que le congrès s'était : « proclamé carrément pour l'anarchie, pour l'abstention aux élections et pour repousser toute conciliation impliquant des transactions de principe avec les socialistes légalistes. » Le parti issu de Capolago n'en sera pas moins un parti bâtard, fruit d'un compromis entre les tendances divergentes des délégués présents. A Capolago, on n'avait pas voulu faire de discussions théoriques ou établir des programmes, mais organiser les forces révolutionnaires en vue de créer une vaste opposition anti-parlementaire pour mener une agitation de rue. Ainsi, le congrès appelle dans ses résolutions à la grève générale pour le 1^{er} Mai 1891. La répression qui s'abat sur le mouvement à la suite des événements qui auront lieu à Rome à cette occasion feront du parti anarchiste un parti mort-né. Le bilan organisationnel de Capolago se solde donc par un échec. L'abstentionnisme mitigé adopté par le congrès n'établira pas une base suffisante pour asseoir une action durable entre socialistes-révolutionnaires et anarchistes. Mais la nécessité de l'organisation des forces anarchistes se trouvera affirmée malgré tout, mettant ainsi fin à l'état d'atomisation du mouvement. Cette initiative permettra aussi de déterminer les positions des forces en présence qui seront vite fixées l'année suivante avec d'un côté la création du Parti socialiste italien parlementaire et de l'autre la poursuite de l'agitation révolutionnaire par les anarchistes. Ce congrès mérite encore de retenir notre attention sur d'autres points qui sont souvent oubliés. Sur le problème des principes, on cherche à dépasser les oppositions qui existent au sein du mouvement anarchiste entre collectivistes et communistes, de trouver une formulation théorique qui permette de concilier les deux points de vue et mettre ainsi un terme à l'ostracisme vis-à-vis du collectivisme. Congrès de transition, il jette un pont entre l'anarchisme des années 1880 marqué par la propagande par le fait et l'adoption de formes de luttes collectives, sans pour autant trancher sur le fond de la question. En effet, parmi les moyens d'action préconisés, on recommande à la fois l'initiative individuelle et l'agitation parmi les masses. Le texte qui suit est extrait d'un article publié par Merlino sous le titre Socialisme et anarchisme : le congrès socialiste italien de Capolago, paru dans le fascicule de mars 1891 de la revue La Société nouvelle de Bruxelles.



LE CONGRÈS DE CAPOLAGO

Résumé des principales résolutions du congrès — Principes adoptés par la Fédération italienne du Parti socialiste anarchiste révolutionnaire :

- 1) Abolition de la propriété individuelle.

- 2) Abolition du gouvernement ou de l'Etat, c'est-à-dire de toutes les institutions qui sont fondées sur la propriété individuelle.

- 3) Organisation de la production et de la consommation en commun moyennant les pactes librement contractés par les travailleurs associés et la fédération des associations de travailleurs.

(Cette formule embrasse le communisme et le collectivisme anarchistes, ce dernier point dominant en Espagne. On est arrivé à cette conciliation, très importante au point de vue international, non parce qu'on admet une raison de préférence entre les deux systèmes, mais parce que la détermination des règles de la coopération et de la vie en commun doit être laissée aux travailleurs mêmes, et dépendra des circonstances et du degré de perfection morale qu'on aura atteint.)

— Moyens : propagande, initiative révolutionnaire, participation à tous les mouvements et à toutes les agitations populaires.

— Déclarations :

a. Sur la participation aux élections politiques et administratives : le congrès, convaincu qu'on ne peut tirer de ces événements d'autre profit que celui de faire de la propagande, et qu'on obtient cet avantage mieux encore en préconisant l'abstention des urnes ;

b. Sur les rapports avec les républicains et les irrédentistes ;

Le congrès, considérant que

le changement de forme de gouvernement n'est pas de nature à résoudre la question sociale, et que l'agrandissement du territoire de l'Etat ne profite qu'à la bourgeoisie, pour laquelle l'unification politique de l'Italie a été faite, repousse toute alliance avec l'un ou l'autre parti et réclame la démarcation nette des forces bourgeoises-révolutionnaires d'un côté, socialistes-révolutionnaires de l'autre.

c. Sur l'agitation du 1^{er} Mai, le congrès adopte la résolution suivante :

- 1) Il fait adhésion à la fête universelle de ce jour.

- 2) Il invite tous les ouvriers à une grève générale à dater du 1^{er} Mai prochain.

- 3) Il invite les groupes adhérents à l'organisation et tous les socialistes à répandre des manifestes parmi les ouvriers, les paysans et les soldats ; à organiser les ouvriers sans travail et à semer partout les idées de révolte.

Enfin, le congrès, « considérant que, en dehors des tâches auxquelles suffit l'initiative individuelle, il y en a qui demandent la coopération de plusieurs individus et la réunion de moyens, délibère l'organisation de la Fédération italienne du Parti socialiste révolutionnaire, composée de groupes autonomes correspondant entre eux par l'intermédiaire de commissions régionales.

Cette résolution marque une nouvelle phase du mouvement anarchiste en Italie. L'anarchie, que certains adversaires font synonyme de chaos et de désorganisation, se révèle être l'organisation qui, en respectant la liberté des individus, utilise le plus de forces humaines.

S. MERLINO

NOTE DE LECTURE

QUEL beau et bon titre ! Mais qui est Robert-Paul Wolff ? R.-P. Wolff est un professeur de philosophie politique à l'université de Columbia (New-York), et il lui est arrivé une bien curieuse aventure. Alors qu'il professait devant un auditoire d'étudiants, il leur promit qu'il formulerait le problème fondamental de la philosophie politique, à savoir comment concilier l'autorité morale (ou libre arbitre) de l'individu avec l'autorité légitime de l'Etat. Après avoir réfléchi et aussi fait appel aux grands ancêtres (Jean-Jacques Rousseau, Stuart Mill, Platon, Hume, Marx, Hobbes, Max Weber, Kant, John Locke, Rawls), il parvint à un échec total !

Au lieu d'abandonner la partie, Wolff chercha à élucider les causes de son échec, et les résultats de cette quête sont résumés dans l'opuscule *In Defense of Anarchism*, publié par Harper and Row aux USA en 1970.

Dans la première partie, il constate l'antinomie entre autorité et autonomie : « La caractéristique de l'Etat est l'autorité, le droit de gouverner. La première obligation de l'homme est l'autonomie, le refus d'être gouverné. Par suite, il semblerait qu'il ne puisse pas y avoir de solution au conflit entre l'autonomie de l'individu et l'autorité putative de l'Etat. Dans la mesure où l'homme remplit son devoir d'être l'auteur de ses propres décisions, il doit résister aux prétentions de l'Etat d'avoir

expressions

PLAIDOYER POUR L'ANARCHISME

autorité sur lui. En d'autres termes, il n'admet pas de voir obéir aux lois de l'Etat simplement parce que ce sont des lois. En ce sens, il semblerait que l'anarchisme soit la seule doctrine politique cohérente avec la vertu de l'autonomie. »

Dans la deuxième partie, l'auteur étudie les solutions proposées par la démocratie classique. En vérité, ne trouve grâce à ses yeux que la démocratie directe à l'unanimité (1), et il pourfend longuement la démocratie représentative majoritaire. Venant de la part d'un professeur d'université de la première « démocratie » occidentale, les jugements pèsent très lourd et cette partie de l'ouvrage est une mine d'arguments pour tout militant libertaire (entre autres, une éblouissante explication du paradoxe de l'électeur, découvert par Condorcet et récemment développé par les recherches de Kenneth Arrow et Duncan Black).

R.-P. Wolff conclut à la nécessité de supprimer les Etats pour préserver l'autonomie individuelle : « Néanmoins, même s'il n'y avait pas d'exploitation ni de domination dans la société, il serait encore dans l'intérêt de l'homme de réaliser un très haut niveau de coordination sociale tant pour des raisons d'efficacité économique que d'ordre public... Par suite, il convient de se demander si une société dans laquelle les hommes seraient pénétrés de la vérité profonde de l'anarchisme

— une société dans laquelle personne ne revendiquerait une autorité légitime, ou ne croirait à une telle revendication — ne pourrait pas réaliser un niveau adéquat de coordination sociale par d'autres méthodes. » Et il termine en lançant des coups d'œil utopiques sur un monde sans Etats, coups d'œil un peu discutables, mais qui contiennent en germe un futur livre, dont cette brochure ne serait finalement que la préface.

Il est remarquable de noter qu'à aucun moment l'auteur ne fait allusion aux penseurs et aux actions anarchistes, mais il mentionne l'anarchisme comme s'il était universellement connu. Coquetterie ? Ignorance ? Nous en saurons sans doute plus dans le prochain livre annoncé, mais en attendant, il faut lire et faire circuler cette brochure éditée par la collection « Volonté anarchiste » (2), car elle apporte un air neuf dans la littérature anarchiste, et elle reprend la grande tradition des œuvres théoriques. C'est le fruit de la pensée originale d'un penseur indépendant et fécond.

YVES PEYRAUT

(1) Solution adoptée par la FA pour la prise de décision en son sein.

(2) C'est le numéro 15 de cette collection, publiée sous la responsabilité du groupe Fresnes-Antony de la FA.

L'est telle mento Fantasio e Fantasio e Mais, très rompu par ne plus pou

A travers de différen teur en scé compagne supporte plu c'est le prod tre de gau

Certains que Bisson tionnaire. E niquement pièce.

Mannick en semaine de la carte

Riou-Pou Font et V

Théâtre mu

wy, le 9 au à Dijon.

Jean Guie

Yvon Bar

lui-même a

vendredi 5

qu'au 6 fév

Le théâtre S

ces de Court

lucide - Les E

taine), jusq

lâche le mar

thé à Vincen

« Tombea

Guyotat au G

et le 14 à 15

« Le Songe

de Chaillot j

15 heures de

« L'Os de

ré-Montparn

17 h 30. (Ré

taire, sauf le

• MARIONNE

Bruce Sch

marionnettes

au TEP.

« Faust », a

au vendredi

résumé de la

Chaillot jusq

Alain Duve

sard », les 9,

ce, composée

rionnettes, ou

et colorées, fe

animale. Le

formes, dans

sorts tour à to

THÉÂTRE

Toute Honte Bue

Il est difficile de décrire une telle pièce. Celle-ci commence par une scène de Fantasio d'Alfred de Musset. Fantasio est joué par Bisson. Mais, très vite, le jeu est interrompu par ce dernier qui prétend ne plus pouvoir jouer.

A travers l'irruption sur scène de différents acteurs, le « metteur en scène » de Fantasio, la compagnie de Bisson qui ne le supporte plus, un « spectateur », c'est le procès d'un certain théâtre de gauche qui se déroule.

Certains critiques ont écrit que Bisson était un clown réactionnaire. Et l'acteur a repris ironiquement ces termes dans sa pièce.

Il est peut-être réactionnaire de vouloir jouer d'instinct, « avec ses tripes », de ne plus accepter la fameuse « distanciation » chère aux metteurs en scène brechtiens, mais chaque genre attire sa satire, et celle-ci est réussie.

Qualité supplémentaire, ce spectacle fait rire.

Mêlant le quotidien à la critique, la musique au rire, le spectacle suscite l'attention, à tel point que souvent un spectateur intervient et la troupe brode autour, s'amuse, et nous avec elle.

Toute honte bue, par la Compagnie Jean-Pierre Bisson, au Petit Forum à 20 h 30.

Colette

SPECTACLES



CONCERTS :

Mannick à la Gaité-Montparnasse du 1^{er} au 20 février (à 20 h 15 en semaine et à 15 h 30 le dimanche). Réduction pour les porteurs de la carte de Radio-Libertaire (sauf le dimanche).

Riou-Pouchain : le 6 février à Montpellier (Castelneau-le-Lez). Font et Val : le 4 février au Palais des Fêtes de Strasbourg, le 5 au Théâtre municipal de Verdun, le 6 à la salle Schumann à Longwy, le 9 au Théâtre municipal de Grenoble et le 10 à la salle Devoge à Dijon.

Jean Guidoni : le 5 février à Châlons-sur-Saône à 20 h 30. Yvon Barbeau sur des textes d'Armand Robin, Xavier Grall et de lui-même au restaur-théâtre « Le Pied qui remue » à Lannion (22), le vendredi 5 février. Une exposition sur Armand Robin aura lieu jusqu'au 6 février 1982 (centre culturel) puis à Rennes (bibliothèque).



Jean Guidoni

THÉÂTRE :

Le théâtre Sorano et la compagnie de l'Accord proposent « 7 pièces de Courteline » (Mentons bleus - La peur des coups - L'Extralucide - Les Balances - Gros Chagrin - La Paix chez soi - La Cinquante), jusqu'au 21 février à 21 heures (le dimanche à 18 heures, relâche le mardi et le samedi) au théâtre Sorano, 16, rue Charles-Pa-thé à Vincennes.

« Tombeau pour cinq cent mille soldats », d'après le livre de P. Guyotat au Grand Théâtre de Chaillot les 9, 10 et 13 février à 20 h 30 et le 14 à 15 heures.

« Le Songe d'une nuit d'été » de Shakespeare au Théâtre Gémier de Chaillot jusqu'au 14 février, à 20 h 30 du mardi au samedi et à 15 heures le dimanche.

« L'Os de Cœur » de Francis Huster, depuis le 2 février à la Gaité-Montparnasse, du mardi au samedi à 22 heures et le dimanche à 17 h 30. (Réduction pour les porteurs de la carte de Radio-Libertaire, sauf le samedi).

MARIONNETTES :

Bruce Schwartz présentera son spectacle, inspiré des montreurs de marionnettes des foires de la Renaissance, les 2 et 3 février à 20 h 30 au TEP.

« Faust », au Grand Foyer de Chaillot jusqu'au 12 février, du mardi au vendredi à 14 h 30. Spectacle pour enfants, il s'agit d'une sorte de résumé de la pièce de Goethe qui est aussi présentée au Théâtre de Chaillot jusqu'au 12 février.

Alain Duverne présente son premier spectacle, « Les Oeufs du hasard », les 9, 10 février à 20 h 30 au TEP. « A la source de cette pièce, composée de treize séquences, ni scénario, ni texte, mais des marionnettes, ou plutôt des sculptures animées aux rondeurs sensuelles et colorées, formes souvent très éloignées de toute réalité humaine ou animale. Le récit, car récit il y a, naît de la transformation de ces formes, dans une logique implacable qui imprime à l'action des ressorts tour à tour dramatiques et burlesques. »



RADIO

— France-Culture : le 4 janv. à 20 h : A pas comptés, de Michel Quint, réalisation Jacques Taroni.

Le 6 janv. à 17 h 20 : Haut les cœurs piémontais. Déjà diffusé en 1981. La misère et l'exil des paysans piémontais.

Le 7 janv. à 14 h : Le voyage. La plus belle pièce du poète libanais Georges Schéhade.

Du 8 fév. au 12 fév. : Les chemins de la connaissance : Histoire de la solidarité au XIX^e siècle. Les associations, les syndicats, la définition de l'Etat.

Le 8 fév. à 18 h 30 : Début d'un feuilleton en 25 épisodes : La cloche d'Islande. L'épopée du peuple islandais.

Du 8 fév. au 12 fév. à 22 h 30 : Nuits magnétiques : Vivre au Mali.



TÉLÉVISION

— TFI : le 4 fév. à 20 h 35 : Le Féminin pluriel, d'après Benoitte et Flora Groult. Un mélange de rires et de larmes, de sincérité, d'angoisse, de goût de vivre, de panique et d'espoir.

Le 7 fév. à 20 h 35 : Bellégor le magicien. Mise en scène d'Ettoire Sciole, d'après une nouvelle de Machiavel.

Le 8 fév. à 21 h 35 : Les zozas. Le film qui a fait découvrir Pascal Thomas. Charme et sincérité.

— A2 : le 5 fév. à 16 h 50 : L'ordinateur au programme : l'irruption de l'informatique dans notre vie quotidienne.

Le 5 fév. à 23 h 05 : Ciné-club : Alice dans les villes. Cycle Wim Wenders. Lyrisme dépourvu, sans effusion, de l'image.

Le 8 fév. à 20 h 35 : La guerre de Troie n'aura pas lieu, de Jean Giraudoux. La réussite de la poésie et de la dramaturge.

Le 10 fév. à 20 h 35 : dixième épisode des Chroniques martiennes, de Ray Bradbury : les colons.

— FR3 : le 4 fév. à 20 h 30 : Dillinger est mort, de Marco Ferreri, avec Annie Girardot et Michel Piccoli.

Le 5 fév. à 21 h 30 : Le piano des songes, réalisé par Michel Vuillermot. Une télévision originale.

Le 7 fév. à 19 h 05 : pour la première fois à la télévision, un opéra inédit de Georges Gershwin : Blue monday blues.

Le 7 fév. à 23 h 35 : Cinéma de minuit : pendant quatre semaines, à la redécouverte de D.W. Griffith.

Le 9 fév. à 20 h 30 : La Grande Illusion, de Jean Renoir. Le film que l'on ne présente pas, la télévision devant le présenter au moins une fois par an ; mais il y a toujours de nouvelles générations.

En dehors des indéniables qualités du film, il faut quand même dénoncer la glorification de la pseudo-fraternité des soldats de carrière par-delà les frontières.

Le 10 fév. à 20 h 30 : Le Roseau pensant, de Jean-Jacques Curtis. Un quin-quagénaire face à la vieillesse et à la mort.

LIVRES EN VENTE A PUBLICO

Pologne, le Dossier Solidarité, L'Alternative	40 F
Economie politique des droits de l'homme, Chomsky et Herman	130 F
Le Mythe de la machine, L. Mumford. 2 tomes (chacun)	120 F
La semaine de la comète, (rapport secret sur l'enfance au XIX ^e siècle)	
Soriano	20 F
Cinéma, Legrand	30 F



84 heures minimum

Radio-Libertaire a changé sa grille hebdomadaire de programme, forcée par les dispositions du cahier des charges. L'investissement militant s'accroît puisque nous devons assurer un minimum de 84 heures d'émission par semaine, dans l'espoir d'obtenir l'hypothétique dérogation...

Encore une fois, le pouvoir révèle son vrai visage; qu'il soit de droite ou de gauche, le gouvernement s'attache d'abord à maintenir ses privilèges. Alors, la liberté des ondes est soumise à de telles restrictions que seules les radios libres largement financées pourront survivre. Et pourtant, Radio-Libertaire veut continuer à émettre et relève le pari que représentent 84 heures de programmation. Sans publicité, sans permanents. Nous avons, aujourd'hui plus que jamais, besoin du soutien de nos auditeurs. Soutien moral, appels téléphoniques au studio (seulement entre 18 et 22 heures), courrier, indulgence pour les émissions de la journée qui commencent. Nous savons qu'elles ne sont pas, pour l'instant, suffisamment structurées, que les animateurs ne sont pas toujours à l'aise au micro. Ils sont bénévoles, travaillent dans la journée et la radio ça s'apprend progressivement.

Le soutien moral est certes très important pour nous, mais il doit s'accompagner, lorsque cela est possible, d'un soutien financier. Plus d'émissions signifie également plus de disques, et comme nous voulons continuer à diffuser en priorité des chansons françaises de qualité, il nous faut investir. La carte d'auditeur à 70 francs est plus que jamais indispensable et le nombre de spectacles pour lesquels elle permet d'obtenir des réductions n'est pas négligeable.

Puisque nous ne voulons pas faire de la radio pour la radio mais bien parce que nous voulons, ainsi, mieux faire connaître nos propositions anarchistes, nous ne pourrions continuer à émettre qu'avec le soutien de nos auditeurs. Nos auditeurs seront bien accueillis au 145, rue Amelot du mardi au samedi entre 10 h 30 et 19 heures ; c'est là qu'ils trouveront les livres et les brochures sur les thèmes évoqués dans les émissions.

Pour l'instant, la tranche horaire 18-22 heures reste la plus importante, c'est à ces heures d'écoute que vous continuerez à entendre l'invité quotidien évoquer un thème, une grande figure du mouvement anarchiste, ou l'histoire du mouvement ouvrier.

Cette semaine, nous recevrons des représentants de ARDE-COM le mercredi 3 février sur le thème de la contraception masculine ; le jeudi 4, Jacqueline évoquera les problèmes à la télévision, le vendredi 5, Didier parlera de l'antimilitarisme.

La Ligue des Droits de l'Homme sera notre invité (le mardi 9 février) et Jean-Louis viendra nous dire ce qu'est une salle indépendante, à propos du « Bonaparte », place Saint-Sulpice à Paris (6^e) qui propose jusqu'au 23 février des films autour de « L'Empreinte de l'Actors' Studio ».

Bien d'autres invités sont prévus pour février, et nous espérons pouvoir continuer à en recevoir beaucoup d'autres dans les mois et les années qui vont suivre.

En souhaitant que vous fassiez bon accueil aux nouveaux animateurs de 6 à 24 heures, Radio-Libertaire reste la voix sans maître.

Pour l'équipe Jocelyne

Grille des programmes de Radio-Libertaire

- Ne vous levez pas du pied gauche : de 6 à 8 h, du lundi au samedi.
- Les matinées de Radio-Libertaire : de 8 à 10 h, le lundi ; de 8 à 12 h du mardi au samedi.
- « Longtemps après que les poètes ont disparu » : de 10 à 12 h, le lundi.
- Le magazine de Radio-Libertaire : de 12 à 16 h, le lundi, le mercredi, le jeudi ; de 16 à 18 h, le lundi ; de 14 à 18 h, le mardi, le vendredi ; de 12 à 14 h, le samedi.
- L'actualité vu par les anarchistes : de 12 à 14 h, le mardi, le vendredi ;
- Pour les enfants : de 16 à 18 h, le mercredi.
- La CNT espagnole : de 14 à 18 h, le samedi.
- L'invité : de 18 à 22 h, du lundi au samedi.
- Musique classique : de 16 à 18 h, le jeudi.
- Musique et cinéma : de 22 à 24 h, le lundi.
- Musique nouvelle : de 22 à 24 h, le mardi.
- Musique détente : de 22 à 24 h, le mercredi, le jeudi, le samedi.
- Actualité théâtrale ; de 22 à 24 h, le vendredi. Le dimanche, les émissions restent à déterminer.

un soutien: l'abonnement

A PROPOS DU GAZ RUSSE

QUI prétendra que nos hommes politiques ne sont pas vertueux ? Après s'être haussés du col, ils ont haussé le ton ! L'objet de cette indignation plaisante : le contrat signé par le gouvernement socialiste pour se procurer du gaz en Sibérie, contrat d'ailleurs négocié par le gouvernement précédent !

A Toulouse, devant quelques milliers de brailleurs qui se voulaient un congrès et qui n'étaient qu'une cohue, Chirac est monté sur ses ergots. Au pouvoir, cette grande andouille n'aurait même pas jeté un coup d'œil sur cet accord et l'aurait signé des deux mains comme il a signé lorsqu'il était au gouvernement toute une flopée de contrats bidons avec ses acolytes, les roitelets du monde arabe. Il l'aurait paraphé ce contrat, avec ce profond mépris de l'intendance qu'il a hérité de ses anciens patrons, Pompidou et de Gaulle. Mais aujourd'hui, Chirac est dans l'opposition, et le personnage joue l'indignation de commande ! Voilà qui donne bien la mesure de la politiciarerie parlementaire ! Mais ces « grands » mouvements du cœur n'auraient pas été complets si ne s'y étaient mêlées les voix châtées de la plaine, du marais, du centre giscardien, quoi, et parmi elles celle particulièrement vertueuse du sieur d'Ornano qui cultive les principes autour des tables du casino de Deauville.

Une note discordante cependant, celle de Barre qui voit plus loin que le bout de ses rancœurs, qui espère bien revenir aux affaires lorsque les socialistes auront accumulé suffisamment de sottises, qui ne veut pas s'attacher une casserole russe à la queue et qui suppute déjà les contrats juteux pour ses amis, qui accompagne l'accord avec la Russie. Il aurait signé lui, un peu plus tard cependant, le temps nécessaire au deuil de l'assassinat de la Pologne que les convenances bourgeoises imposent. Cette Pologne qui sert d'alibi à notre petite bourgeoisie parlementaire péteuse et permet de couvrir de la robe de la vertu les magouilles politiciennes des notables de la V^e République.

Les communistes, eux, l'ont bouclé ! De façon à ne pas remuer de vent et faire échouer un accord « globalement positif », aurait dit cet abruti de Marchais si ses amis inquiets ne lui avaient pas imposé une cure de silence.

Si les communistes se taisent, par contre, nos partenaires de l'alliance atlantique parlent... et on ne s'entend plus ! Ce contrat, le gouvernement allemand l'avait signé depuis quelques semaines... N'empêche que... Les Américains, qui sont, c'est bien connu, les comiques du pacte atlantique, nous accusent de fournir des devises à la Russie... Eux, ils se contentent de leur fournir le blé de leurs fermiers de l'Ouest, des personnages qui ne sont pas commodes. Après que quelques rigolos du ministère aient prudemment avancé qu'après tout c'était le gaz de France qui était le maître d'œuvre de l'accord, Mauroy a louvoyé pour justifier un contrat qui est dans la droite ligne de ceux que nous signons avec l'Afrique du Sud, pays de la division raciale, avec les Emirats où on coupe les mains aux voleurs, avec l'Arabie où il reste des esclaves, avec l'Angleterre dont les opposants meurent dans

les prisons, etc.

En vérité, dans cette civilisation des affaires, les Etats font des affaires, les industriels font des affaires, les particuliers font des affaires, Dassault, l'avionneur, fait des affaires, Ford, le démocrate, fait des affaires, Doumeing, le milliardaire communiste, fait des affaires ! La morale n'a rien à voir avec les affaires ! Tenez, rappelez-vous ! C'est John Reed qui nous conte dans *Dix jours ébranlèrent le monde* le plus saisissant des documents écrits sur la révolution russe, qu'au lendemain de la prise du Palais d'Hiver, les hommes d'affaires américains étaient déjà sur place pour négocier des accords économiques et offrir des crédits à un gouvernement des soviets qui n'existait pas encore !

DU BRUIT POUR RIEN

Naturellement, Mitterrand allant à la soupe pour se procurer du gaz, comme Giscard allant à Varsovie pour regagner un peu de son prestige qui s'effritait, joue le jeu dans une société où le profit est roi et où l'impérialisme est le fruit de la santé économique. Leurs contradictions avec les principes dont ils nous rebatent les oreilles sont les contradictions du système économique dans lequel ils patouaent tous les deux. Ils sont d'ailleurs poussés à ces pirouettes par leur opinion publique dont l'amour pour la Pologne ne résisterait pas longtemps à une baisse de pression à l'heure de cuire le beefsteak-frites !

C'est la raison pour laquelle je ne hurlerai pas avec les loups. L'assassinat de la Pologne est dans la logique de l'impérialisme russe, l'égoïsme de l'Amérique, de la France, de l'Allemagne. Il est dans la logique du capitalisme libéral dont la raison d'exister est de faire des affaires, et la prudence à abriter leurs saloperies derrière une morale et de bons sentiments qui font le trottoir depuis des millénaires.

Les besoins en énergie sont définis par le mode de vie de la société à laquelle on appartient, et les vœux pieux des moralistes et des ascètes n'y changeront rien. Notre pays ne possède pas d'énergie naturelle en quantité suffisante. Il se trouve placé devant deux solutions : créer de l'énergie artificielle (l'énergie nucléaire) ou échanger avec d'autres sa production contre du charbon, du pétrole ou du gaz !

Ce contrat avec la Russie :

beaucoup de bruit pour rien ! Le gaz russe viendra en France, nos industriels en ont besoin, comme le blé américain ira en Russie pour que les paysans américains se bourrent les poches. Un mois plus tôt, un mois plus tard, la belle affaire ! N'importe quelle formation politique aurait signé ce contrat qui à l'avantage de sortir l'économie capitaliste de la zone de dollars qui lui a déjà imposée un taux d'intérêts des capitaux qui la prend à la gorge. Tout le monde, y compris ce grand imbécile de Chirac, aurait signé et signera cet accord qui est dans la logique du système capitaliste du profit. Et les protestations qu'il a soulevées ne sont rien d'autre que jeux électoraux !

Toutes ces combines sur l'énergie sont dans la logique de la société libérale du profit ! S'en indigner est pure hypocrisie. Dénoncer ce contrat au nom de la morale ne sert à rien. Mais se servir de ce contrat pour expliquer la logique du système d'exploitation des peuples, pour souligner l'égoïsme monstrueux d'un système, pour démontrer l'impuissance à le réformer peut être utile, dans la mesure où cette protestation ne se fait pas en faveur des bons libéraux contre les mauvais socialistes, mais contre le système économique du profit pour lequel l'argent n'a pas d'odeur et qui ne fait jamais entrer la coloration politique du partenaire dans le monde des affaires.

Ça fait deux cents ans que les moralistes, la main sur le cœur, protestent contre ce qu'ils appellent les « bavures » de la société économique libérale ; ça fait deux cents ans que les anarchistes traitent par le mépris tout ce bavardage sans efficacité. Ils ont compris que le capital, pour exister, secrète des contradictions et que ces contradictions, quoique sous prétexte d'améliorer le système, qui s'introduit dans ses rouages, est obligé de les subir. C'est ce qui vient d'arriver au gouvernement socialiste de Mauroy, qui peut bien pleurnicher sur la mauvaise foi de l'opposition, mais qui s'est mis lui-même en position d'accepter le jeu de l'économie de classe.

La Pologne dans tout ça ? La Pologne, avec ou sans le gaz russe, continuera à crever de l'impuissance du monde du travail qui a transformé l'internationalisme en courroie de transmission des intérêts nationaux. La Pologne, c'est l'image de la déchéance d'un mouvement ouvrier pourri par les intérêts de clans, par la nomenclature de tous les partis ouvriers sans exception, dont cent ans de renoncements ont lié les mains et qui ne peut plus que laisser couler des larmes de crocodiles chaque fois qu'un impérialisme, de droite ou de gauche, prend un peuple à la gorge. La Pologne qui agonise, c'est le reflet de ces monstrueuses impostures que sont le libéralisme et le communisme, les deux faces d'une même médaille. La Pologne, c'est le drame qui doit nous conduire à poser plus que jamais les vrais problèmes qui ne se régleront pas par une évolution « tranquille » dans le cadre d'une société libérale, mais par une transformation radicale qui englobera à la fois l'économie, les structures, le mode de vie et de comportement des hommes.

Maurice JOYEUX



NON, il n'y aura pas en France un texte de loi dont l'article premier aurait pour contenu : « Dorénavant et jusqu'à la fin des temps, les ondes seront libres. » Le décret d'application sur les radios libres, pudiquement rebaptisées « radios locales », vient de paraître et confirme la persistance du monopole d'Etat. Les « radios locales privées » ne pourront exister qu'après avoir fait l'objet d'une dérogation (admission au passage en terme d'ancien régime), accordée pour une durée de trois ans au plus, renouvelable par le ministre chargé de la communication et le ministre chargé de la tutelle de l'établissement public et de la diffusion (article premier). Il s'agit donc du fait du prince et les attributions de fréquences, qui font l'objet des travaux de la commission prévue à cet effet, vont donner lieu à de sérieuses empoignades, quand on sait que pour Paris, 30 ou 40 dérogations seulement seront accordées pour plus de 200 projets présentés !

En même temps que le décret est apparu, le cahier des charges générales dont les principales dispositions sont les suivantes : puissance limitée à 500 watts ; 80% du programme doit être « propre » à la station ; les programmes doivent avoir une durée d'au moins 84 heures par semaine. Pour les deux premiers points, nous n'avons pas de commentaires à faire, mais le troisième est révélateur de l'état d'esprit du gouvernement. Contraint par sa pratique antérieure (Radio-Riposte, du PS) et ses promesses électorales d'accorder une relative liberté des ondes, le pouvoir socialiste, en interdisant la publicité (tarissement des ressources pour beaucoup) et en imposant un horaire démentiel (12 heures par jour, sept jours par semaine), tente d'éliminer toutes les petites organisations dont les moyens sont limités. François Mitterrand montre ainsi son vrai visage, celui d'un faux libéral, qui ne conçoit la liberté qu'à usage interne.

Face à une telle situation, inattendue pour beaucoup, comment réagir ? En ce qui concerne la Fédération anarchiste, elle a décidé de relever le défi ! Aussi nous avons mis sur place une grille d'émissions de 91 heures par semaine (voir article page 11) et nous améliorerons cette grille en couvrant prochainement l'espace de temps 6 h-24 h tous les jours de la semaine.

Pour obtenir un tel résultat, nous avons de plus en plus besoin du concours actif renforcé de tous les auditeurs de Radio-Libertaire Paris. Comment nous aider ?

— En vous préparant à déclencher une campagne d'opinion si la dérogation ne nous est pas accordée (il faut signaler que le président de la commission, M. Molleaux, a déclaré que pour l'attribution des dérogations, la commission tiendrait compte du pluralisme ; dans la mesure où Radio-Libertaire Paris représente un courant d'expression anarchiste par ailleurs occulté, nous verrons bien jusqu'où va cette notion de pluralisme (1)...

— En nous envoyant des disques, des cassettes, des informations sur votre vie quotidienne (ce type de collaboration est également possible de la part des compagnons de province).

— En prenant contact directement avec nous, soit sur l'antenne, soit à notre siège social, 145, rue Amelot, Paris 11^e.

— En n'oubliant pas de vous procurer nos cartes d'auditeurs-correspondants.

En cinq mois d'émissions quotidiennes ininterrompues, Radio-Libertaire Paris est devenue un événement de la vie politique parisienne et française. Vos lettres, vos appels téléphoniques, vos souscriptions, vos réponses à notre questionnaire, vos prises de contact, etc., prouvent que la création de notre radio correspondait à un double besoin : à la fois faire connaître par les ondes les thèmes de la pensée et de l'action anarchiste et mettre à la disposition des militants de la Fédération anarchiste et du mouvement libertaire un outil de communication.

Il ne faut pas que tous ces efforts aient été dépensés en pure perte. De votre solidarité, de notre sens des responsabilités, dépend l'avenir de NOTRE, de VOTRE radio.

Tous ensemble, consolidons ce que nous avons commencé à bâtir. Rendez-vous tous les jours de 6 h à 24 h sur Radio-Libertaire Paris.

Pour l'équipe d'animation de R.-L. P. Yves

(1) Le Monde du 28 janvier 82, page 20.